

Univerzita Karlova v Praze
Pedagogická fakulta

BAKALÁŘSKÁ PRÁCE

2015

Bc. Kristýna Krásová

Univerzita Karlova v Praze
Pedagogická fakulta
Katedra francouzského jazyka a literatury

BAKALÁŘSKÁ PRÁCE

Réformes de l'enseignement de Jules Ferry

Education reforms of Jules Ferry

Školské reformy Julese Ferryho

Bc. Kristýna Krásová

Vedoucí práce: Mgr. Tomáš Klinka, Ph.D.

Studijní program: Specializace v pedagogice

Studijní obor: Francouzský jazyk se zaměřením na vzdělávání — Pedagogika

Prohlašuji, že jsem bakalářskou práci na téma *Réformes de l'enseignement de Jules Ferry* vypracovala pod vedením vedoucího práce samostatně za použití v práci uvedených pramenů a literatury. Dále prohlašuji, že tato práce nebyla využita k získání jiného nebo stejného titulu.

Praha, 19.7.2015

.....

podpis

Na tomto místě bych ráda poděkovala vedoucímu své práce Mgr. Tomáši Klinkovi, Ph.D. za ochotu a pomoc při zpracovávání této bakalářské práce a za podnětné připomínky. Dále bych chtěla poděkovat svým blízkým za podporu, povzbuzení a zázemí, které mi poskytli během celé doby studia.

ANOTACE

Jules Ferry, francouzský republikán 19. století, je neodmyslitelně spjat s francouzským školstvím. Cílem této práce je zjistit, proč tomu tak je a jak se jeho reformy odráží v celém školském systému té doby. Tato práce zkoumá nejen širší historický a politický kontext doby, ale i život Julese Ferryho, aby mohla zasadit reformy do konkrétního rámce. Hlavní pozornost je věnována principům reforem Julese Ferryho a tomu jak ovlivňují školský systém. Zvláště se zabýváme primárním školstvím, které je pro republikány zásadní, stejně jako postava učitele. Dále nezapomínáme ani na sekundární a terciární školství, které v této době také zažívají podstatné změny.

KLÍČOVÁ SLOVA

školství, reforma, bezplatnost, povinná školní docházka, sekularizované vzdělávání, vzdělání dívek, primární vzdělání, sekundární vzdělání, terciární vzdělání

ANNOTATION

Jules Ferry, a French republican of the 19th century, is inseparably connected with the French educational system. The aim of this work is to find out the reason of this connection and how his reforms echoes in the school system at that time. This work examines not only the wider historical and political context of the time but also the life of Jules Ferry to be able to put reforms into a concrete framework. The main attention is dedicated to principles of the Jules Ferry's reforms and how they affect the school system. Especially we deal with the primary education which is very important to the Republicans, as well as the figure of the teacher. We treat the secondary and tertiary education as well, they also experience significant changes in that time.

KEYWORDS

education system, reform, free education, compulsory education, secular education, girl's education, primary education, secondary education, higher education

«Je me suis fait un serment ; entre toutes les nécessités du temps présent, entre tous les problèmes, j'en choisirai un auquel je consacrerai tout ce que j'ai d'intelligence, tout ce que j'ai d'âme, de cœur, de puissance physique et morale : c'est le problème de l'éducation du peuple. »

Jules Ferry, le 10 avril 1870¹

¹ GUILHAUME, Philippe. *Jules Ferry*. Paris: Albin Michel, 1992, p. 90-91

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction	- 8 -
2	Le contexte	- 10 -
2.1	La situation historique et politique	- 10 -
2.2	La vie de Jules Ferry (1832-1893).....	- 11 -
2.2.1	La vie avant sa carrière dans l'éducation	- 11 -
2.2.2	Ferry et sa carrière dans l'éducation.....	- 13 -
2.2.3	Après sa carrière au ministère de l'Instruction.....	- 13 -
3	Les principes des réformes	- 15 -
3.1	La gratuité.....	- 15 -
3.1.1	La situation avant Ferry.....	- 15 -
3.1.2	Les débats autour de la gratuité.....	- 16 -
3.1.3	La loi sur la gratuité	- 17 -
3.2	L'obligation	- 18 -
3.2.1	La situation avant Ferry.....	- 18 -
3.2.2	La problématique de l'obligation de l'école	- 19 -
3.2.3	La loi	- 20 -
3.3	La laïcité	- 21 -
3.3.1	Le contexte	- 22 -
3.3.2	Les idées de Ferry, sa motivation et son inspiration	- 22 -
3.3.3	Les débats avant l'adoption de la loi à l'Assemblée et au Sénat.....	- 23 -
3.3.4	La laïcité dans la loi sur l'obligation	- 24 -
3.4	L'éducation des filles.....	- 25 -
4	L'enseignement primaire : l'École du peuple	- 28 -
4.1	L'organisation de l'enseignement primaire	- 28 -
4.1.1	Les écoles maternelles.....	- 29 -
4.1.2	Les écoles primaires élémentaires.....	- 31 -

4.1.3	Les écoles primaires supérieures.....	- 36 -
4.1.4	Les écoles manuelles d'apprentissage.....	- 38 -
4.2	Les enseignants de la République.....	- 38 -
4.2.1	La formation des enseignants.....	- 39 -
4.2.2	La fin des exceptions pour les enseignants religieux et la laïcisation du personnel	- 43 -
4.2.3	La position des instituteurs.....	- 44 -
5	Les autres niveaux de l'enseignement.....	- 48 -
5.1	L'enseignement secondaire : l'École de la bourgeoisie	- 48 -
5.1.1	Les républicains et l'enseignement secondaire	- 48 -
5.1.2	Les changements de l'enseignement secondaire des garçons	- 48 -
5.1.3	L'enseignement secondaire des filles.....	- 49 -
5.1.4	L'enseignement secondaire spécial.....	- 51 -
5.2	L'enseignement supérieur.....	- 52 -
5.2.1	L'état de l'enseignement supérieur	- 52 -
5.2.2	Les changements	- 53 -
6	Conclusion.....	- 55 -
7	Résumé.....	- 57 -
8	Sources	- 61 -
8.1	Ouvrages	- 61 -
8.2	Lois scolaires (dans l'ordre chronologique)	- 62 -
8.3	Sitographie.....	- 63 -

1 Introduction

Ce mémoire, comme l'indique déjà le titre, traite des réformes de l'enseignement de Jules Ferry. Jules Ferry, républicain du XIX^e siècle, est une grande personnalité historique en France, où plusieurs institutions (collèges, lycées) et parties des villes (rues, places) portent son nom. Il est attaché à l'une des plus importantes institutions de la République, l'École². Entre 1879 et 1883, Jules Ferry est à l'origine d'une véritable révolution de l'École.

Nous avons choisi ce sujet pour comprendre pourquoi le personnage de Jules Ferry est si important pour l'École et comment ses réformes de l'enseignement se reflètent dans le système de l'enseignement à cette époque.

Tout d'abord nous allons nous concentrer sur le contexte d'apparition de ces réformes d'enseignement. C'est l'époque où se consolide la Troisième République, proclamée en 1870. Les républicains sont au pouvoir, mais leur pouvoir est encore fragile, vu la force de l'opposition politique. Ensuite, nous étudierons la vie de Jules Ferry, l'avocat et l'homme politique français. Sa famille est de tradition républicaine ; ce qui va prédire l'orientation de sa carrière politique. Depuis février 1879 jusqu'à novembre 1883, il est ministre de l'Instruction publique ; ce que lui permet de réaliser de grands changements dans tout le système scolaire.

Au chapitre suivant, nous allons traiter des principes des réformes de Jules Ferry. Nous aborderons successivement les questions de la gratuité, de l'obligation, de la laïcité et de l'éducation des filles. Tous ces principes sont liés les uns aux autres.

Le quatrième chapitre concernera l'enseignement primaire qui est le pilier de toutes les réformes à cette époque, et qui est d'une grande importance pour les républicains. Les principes du chapitre précédent y sont tous présents. Dans la première partie, nous nous consacrerons à l'organisation de l'enseignement primaire avec tous les types d'écoles qui y sont associées, en analysant les changements qui s'y passent. La deuxième partie de ce chapitre aura pour objet les instituteurs de l'enseignement primaire avec leur formation et leur position dans les communes.

² Nous utiliserons le mot « École », avec un E majuscule quand il s'agit de tout le système d'enseignement.

Finalement, pour avoir le système scolaire complet, le dernier chapitre est consacré à l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, qui ne restent pas sans changements, même si tous les principes de Jules Ferry n'y apparaissent pas.

Notre travail permettra de comprendre l'essentiel des changements qui se passent à l'École à cette époque et qui marquent une révolution à l'École surtout grâce à Jules Ferry, ministre de l'Instruction. C'est le début de l'école moderne, l'école gratuite, obligatoire, pour les deux sexes et laïque, ce sont les bases qui vont se développer dans les années à venir.

Nous avons utilisé les livres concernant la vie de Jules Ferry qui nous ont donné la base des réformes en relation avec lui, c'étaient surtout : *Jules Ferry* de Jean-Michel Gaillard et pour le contexte dans l'École et la situation de cette époque, nous avons trouvé beaucoup d'informations surtout dans : *Histoire de l'enseignement en France (1800-1967)* d'Antoine Prost qui a très bien décrit les particularités de chaque niveaux d'enseignement et tous les réformes qui s'y passent au XIXe siècle. Et en plus, nous avons étudié les lois scolaires mêmes qui nous ont beaucoup servi dans notre travail.

2 Le contexte

Pour bien appréhender les réformes faites par Jules Ferry, il faut les placer dans leur contexte. Dans la première partie, nous exposerons les grands moments historiques de la deuxième moitié du XIX^e siècle et dans la deuxième partie, nous mettrons l'accent sur la vie de Jules Ferry, notamment sur sa carrière politique.

2.1 La situation historique et politique

Le 4 septembre 1870, c'est la fin du Second Empire. La République est proclamée par Gambetta et on assiste à la formation d'un gouvernement de la Défense nationale. Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif et il conclut la paix avec l'Allemagne.

Les Parisiens sont contre la capitulation du gouvernement face aux Prussiens, et l'installation du gouvernement à Versailles. Cela mène à l'insurrection de la Commune le 18 mars 1871, qui est violemment réprimée par Thiers le 27 mai 1871.

Thiers devient président de la République en 1871. Mais s'étant prononcé en faveur d'une république conservatrice, il est renversée par l'Assemblée en 1873 et remplacé par le maréchal Mac-Mahon.

En 1875, on vote les trois lois constitutionnelles de 24 et 25 février et 16 juillet 1875 qui tiennent lieu de Constitution. La Constitution fonde une véritable monarchie parlementaire avec un président.

Le 8 mars 1876, l'Assemblée nationale est remplacée par une Chambre des députés à forte majorité républicaine, mais au Sénat, ce sont les conservateurs qui restent légèrement majoritaires. En raison de cette orientation à gauche, Mac-Mahon dissout la Chambre. Mais, après une campagne menée pour les républicains, les électeurs élisent de nouveau une majorité républicaine. En janvier 1879, les républicains sont finalement majoritaires au Sénat et Mac-Mahon démissionne. Il est remplacé par Jules Grévy.

Cela encourage les républicains. Ils deviennent de plus en plus exigeants, et ils soutiennent quelques mesures symboliquement agressives : la Marseillaise devient chant national ; les deux chambres ne sont plus à Versailles mais à Paris ; on vote une loi d'amnistie pour les condamnés de la Commune ; tous les postes publics sont épurés de leurs anciens cadres, suspect de tiédeur républicaine et enfin, on réclame du ministre qu'il s'engage dans une politique de laïcisme scolaire et universitaire (vu la position forte de l'Église).

(La majorité des républicains est divisée entre opportunistes et radicaux. Toutefois les deux groupes sont issus de la bourgeoisie et ne s'intéressent pas aux réformes sociales, et c'est en marge du monde politique qu'apparaît à partir de 1877 le mouvement socialiste.)

Les ministères sont instables et seul Jules Ferry parvient à rester longtemps au pouvoir, comme président du Conseil et comme ministre de l'Instruction publique.

Nous avons vu que cette période est marquée de changements. La République est, à cette époque, encore instable, et elle a besoin de consolidation. Dans la seconde partie, nous verrons le rôle de Jules Ferry à cette époque et les moments de sa vie ayant une influence sur ses opinions et sur toute sa carrière. Il s'occupe surtout de l'éducation, ce qui est le thème important pour les républicains qui y voient la possibilité de consolider le régime.

2.2 La vie de Jules Ferry (1832-1893)

2.2.1 La vie avant sa carrière dans l'éducation

Jules Ferry est le fils de Charles-Édouard Ferry, avocat au bureau de Saint-Dié et conseiller général du canton et de Joséphine Adèle Ferry née Jamelet. Il est né le 5 avril 1832. Il a une sœur aînée Adèle et un frère cadet Charles

Sa famille est bourgeoise, d'origine paysanne, installée dans les Vosges depuis plusieurs générations. Il s'agit d'une famille de notables de l'industrie et des professions libérales, détachée de la religion et hostile aux régimes conservateurs qui ont succédé à l'Empire.

À Saint-Dié, le père de Jules Ferry, Charles-Edouard, est considéré comme un adversaire de Louis-Philippe³ et du système politique qu'il représente. Le choix de la famille de Ferry est la République ; ce que va adopter aussi Jules Ferry.

Au collège, Jules Ferry est pieux et attentif aux leçons d'instruction religieuse. Mais il se détache de la religion catholique à l'époque de ses études à Strasbourg (où déménage toute la famille de Saint-Dié). Il respecte toutefois la foi, en raison de la dévotion de sa sœur Adèle.

Jules Ferry étudie le droit à Paris ; il devient avocat au barreau de Paris en 1851. Il vit, après la mort de son père, avec son frère Charles qui augmente l'héritage familial.

³ Roi des Français entre 1830 et 1848

Tandis qu'il travaille, Jules se voue à ses passions : la culture, les voyages, la politique, sans tirer davantage de sa profession que quelques gains irréguliers. C'est Charles qui veut faciliter la carrière de son frère en lui donnant les moyens.

Jules Ferry visite les salons parisiens où se rencontrent les opposants à l'Empire. Il se lance dans le journalisme politique et il écrit des articles et des brochures où il dénonce les abus de l'Empire, parmi les plus célèbres : *La lutte électorale de 1863* et *Les Comptes fantastiques d'Hausman* (1869). Cela grandit son autorité dans le parti républicain.

À partir de 1869, il entre activement dans la politique. L'unité et la grandeur de la France constituent le fondement de son engagement politique.

Il est député de Paris en 1869. Le 4 septembre 1870, il devient membre du gouvernement de la Défense nationale. En tant que secrétaire du gouvernement, il est délégué à l'administration du département de la Seine. Le 15 novembre 1870, il remplace Étienne Arago comme maire de Paris. (L'obligation où il se trouve de contrôler de près le ravitaillement de la capitale assiégée lui vaut le surnom de « Ferry famine ».)

Il est député des Vosges de 1871 à 1889, il reste toute sa vie attaché à ce département natal d'où vient toute sa famille. Le gouvernement de Thiers l'envoie en Grèce en tant que ministre plénipotentiaire en 1872, mais dès la chute de celui-ci en 1873, il revient à la Chambre où il devient, avec Gambetta et Grévy, une figure de l'opposition.

Le 8 juillet 1875, il adhère à la franc-maçonnerie et il est reçu à la loge de la Clémentine Amitié. Ferry voit dans la maçonnerie l'application concrète des principes nécessaires à cette époque et c'est l'égalité de dignité. Cette idée de l'égalité reste importante pour lui, surtout dans sa carrière dans l'éducation.

Quelle est la conviction de Jules Ferry ? Il est un homme anticlérical, franc-maçon, influencé par le positivisme. Son anticléricalisme est à la fois hérité des Lumières (surtout Condorcet et ses projets pédagogiques) et des positivistes contemporains. Sa conviction se reflète aussi dans sa vie privée. Il se marie civilement ; ce qui est exceptionnel à cette époque.

2.2.2 Ferry et sa carrière dans l'éducation

Après 1870, il faut unir les Français autour des valeurs de l'école, qui forme l'enfant au patriotisme et au civisme. La liaison de la démocratie et de l'instruction est un vieil idéal des républicains.

Il y a deux réformes essentielles pour la République : la laïcité de l'État et l'éducation du peuple. Ferry et ses partisans veulent que ce soit l'État qui s'occupe de l'éducation.

Grâce à son habileté et les circonstances de la vie parlementaire, Ferry devient ministre de l'Instruction publique, après la démission du président Mac-Mahon en février 1879 :

- Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-arts du 4 février 1879 au 23 septembre 1880,
- Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-arts du 23 septembre 1880 au 14 novembre 1881,
- Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-arts du 30 janvier au 7 août 1882,
- Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-arts du 21 février au 20 novembre 1883.⁴

En étant ministre de l'Instruction publique, il est aussi président du Conseil de septembre 1880 à novembre 1881 et à nouveau à partir de février 1883. Lors de ce second ministère, il prend le portefeuille des affaires étrangères.

2.2.3 Après sa carrière au ministère de l'Instruction

Il reste le ministre des Affaires jusqu'au renversement de son cabinet le 6 avril 1885. Il conduit une forte politique colonialiste qui lui cause l'hostilité de la droite comme de l'extrême gauche.

Jules Ferry est candidat aux élections présidentielles en 1887, mais il est battu au premier tour. Il est élu sénateur de 1891 à 1893. C'est la commission des douanes et la commission de l'Algérie, qu'il y présidera. En 1893, il devient Président du Sénat mais pour seulement une vingtaine de jours.

Le 23 mars 1893, Jules Ferry meurt d'une crise cardiaque à Paris. Le président de la République, Carnot, écrit à la famille :

⁴ Ferry Jules [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de: http://www.senat.fr/senateur-3eme-republique/ferry_jules1809r3.html

*« Une grande perte pour la République et quel malheur pour Mme Ferry, si douce, si aimante. Jules Ferry aura toutefois eu la consolation de voir le Sénat rendre justice à sa haute valeur et aux services qu'il a rendus au pays. »*⁵

Nous avons compris que Jules Ferry est un personnage d'une grande importance, et pour la République et pour l'École. Ferry donc reste ministre de l'Instruction publique (à l'exception de deux brèves interruptions), du 4 février au 20 novembre 1883 : une constance lui permet de réaliser une véritable révolution de l'École qui sert entre autre à la consolidation du régime républicain.

Le contexte historique et politique nous facilite la compréhension des principes des réformes de Jules Ferry.

⁵ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 113.

3 Les principes des réformes

L'objet de la deuxième partie, ce sont des principes de réformes de Jules Ferry qui viennent de changer l'École, dont le rôle pour les républicains est essentiel. Ce chapitre a 4 parties, la gratuité, l'obligation, la laïcité et l'éducation des filles. Nous allons analyser les situations dans lesquelles les principes apparaissent et quelles sont les positions des autres personnes face à ces changements.

3.1 La gratuité

La gratuité n'est pas une nouveauté à cette époque, mais elle est partielle. Le 20 janvier 1880, le ministre Ferry dépose à la Chambre le projet de loi sur la gratuité absolue.

3.1.1 La situation avant Ferry

La loi Guizot sur l'instruction primaire de 1833 prévoit que les élèves dont les familles ne seraient pas capables de payer une rétribution seront admis à l'école gratuitement. Mais les autres doivent payer.

Plus tard, la loi Falloux du 15 mars 1850 permettra à toute commune d'entretenir une ou plusieurs écoles entièrement gratuites, si elle peut y subvenir sur ses propres ressources. En même temps, elle la débarrasse de l'obligation d'entretenir une école publique à la condition que la commune assure l'enseignement primaire gratuit dans une école libre pour tous les enfants dont les familles ont des revenus très modestes pour prendre en charge la scolarité. Elle permet aussi aux communes, disposant de faibles ressources, de garantir la gratuité et une imposition spéciale de 3 centimes additionnels.

La loi Duruy du 10 avril 1867 sur l'enseignement primaire fait référence à la loi Falloux et autorise les communes à lever un impôt 4 au lieu de 3 centimes additionnels dans le but de la gratuité absolue. Elle crée une caisse des écoles destinée à faciliter et à encourager la fréquentation de l'école.

Tout cela explique la croissance régulière de la population scolaire dans les écoles primaires et maternelles publiques ou privées en France : *«2 millions d'enfants scolarisés en 1830, 3,5 millions en 1848 et 5,6 millions en 1880. Pour l'année 1878-1879, la répartition était de 2.166.976 élèves payants et 2 702 111 gratuits.»*⁶

⁶ Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry : Loi du 16 juin 1881 [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/gratuit1.html>

3.1.2 Les débats autour de la gratuité

D'après Jules Ferry, « *l'inégalité d'éducation est le plus grand obstacle que puisse rencontrer la création des mœurs vraiment démocratiques.* »⁷ L'égalité des enfants est le premier point qu'il faut réaliser. C'est la gratuité totale qui permettra de supprimer les distinctions entre les enfants, causées par la gratuité partielle. Ferry veut mettre fin à la ségrégation qui existe, dans les écoles entretenues par des congréganistes, entre les élèves payants et les élèves gratuits.

Autour de la gratuité, vont apparaître les premiers débats sur l'état de l'enseignement primaire et sur les transformations qu'on devrait faire. La droite refuse la gratuité, avec à sa tête, Mgr Freppel, évêque d'Angers.

L'un des arguments de la droite est qu'à cette époque, il n'y a aucun enfant pauvre qui ne pourrait aller gratuitement à l'école. Ce ne sont pas les pauvres qui vont profiter de cette loi, mais les riches qui ne devront plus payer la rétribution. Plus encore, ce sont les pauvres qui vont être mis à contribution. Quant à ceux qui voudront que leurs enfants aillent dans une école congréganiste, ils vont payer deux fois (à la fois la rétribution scolaire et l'augmentation d'impôt pour financer la gratuité des enfants de parents riches ou aisés). Ferry avance que la situation est la même dans tous les services publics, que les prélèvements fiscaux alimentent l'ensemble de la dépense avec affectation particulière.

Entre autres, Freppel exprime l'idée que la gratuité dévaluera l'école, qu'on ne va pas lui accorder considération, si elle ne coûte rien. Mais Ferry répond que l'assiduité à l'école est plus grande là où l'enseignement est gratuit.

L'autre argument est que la gratuité va défavoriser l'enseignement privé, comme tous les enfants vont aller dans le secteur public. Toutefois, Ferry soutient que ce n'est pas à l'État de s'occuper des intérêts de l'enseignement privé, et en plus, les parents sont libres dans leurs choix de l'enseignement pour ses enfants.

Pour les conservateurs, l'éducation est une œuvre d'assistance. Par contre, pour les républicains, depuis 1791, elle est un droit.

Ferry exprime son point de vue, le point de vue démocratique, sur cette problématique dans son discours à la Chambre des députés le 13 juillet 1880 :

⁷ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 188.

*« Il n'est pas principalement dans cette considération qu'il est du devoir de ceux qui possèdent de mettre à la portée de ceux qui n'ont rien l'enseignement élémentaire : c'est là le point de vue fraternel et charitable, il n'est pas à proprement parler le point de vue démocratique. Le point de vue démocratique, dans cette question, le voici : c'est qu'il importe à une société comme la nôtre, à la France d'aujourd'hui, de mêler, sur les bancs de l'école, les enfants qui se trouveront un peu plus tard mêlés sous les drapeaux de la patrie. Il y a là, pour la conversation et le début de notre unité sociale, des moyens d'autant plus puissants qu'ils s'appliquent à des esprits plus malléables et des âmes plus sensibles, Oui, voilà le véritable point de vue politique de la question. »*⁸ Ferry trouve que la gratuité à l'école permettra de finir avec la ségrégation. Ce qui est l'idéal d'une société démocratique : l'unité nationale et sociale. C'est cela qui est l'essentiel pour Ferry.

Néanmoins dans le même discours, Ferry refuse le principe de gratuité dans les établissements secondaires, les lycées et les collèges ; ne voyant pas l'enseignement secondaire comme un droit pour tout le monde, à la différence de l'enseignement primaire.

3.1.3 La loi sur la gratuité

La gratuité est votée à la Chambre le 29 novembre 1880 par 356 voix contre 120, adoptée par le Sénat le 17 mai 1881 par 164 voix contre 90 et promulguée le 16 juin 1881.⁹

La loi déclare, en son article premier, qu'il « *ne sera plus perçu de rétribution scolaire dans les écoles primaires publiques ni dans les salles d'asile publiques* » et que « *le prix de la pension dans les écoles normales est supprimée* ». ¹⁰

L'article 2 rend obligatoire pour toutes les communes l'imposition des 4 centimes spéciaux créés par les lois de 1850 et de 1875 mais elle détermine aussi les conditions d'exonération.

La loi assure la gratuité dans les écoles communales, mais elle ne donne pas une compensation aux familles qui doivent se priver du travail de leurs enfants.

⁸ LELIÈVRE, Claude. *Jules Ferry: La République éducatrice*. Paris: Hachette, 1999, p. 60.

⁹ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 493.

¹⁰ *Loi du 16 juin 1881 relative aux titres de capacité exigés pour l'enseignement primaire* [online]. [cit. 2015-6-13]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/1881cap.pdf>

Cette loi n'est pas révolutionnaire, vu qu'avant elle, déjà deux tiers des élèves ne devaient pas payer la rétribution scolaire. Elle ne résout pas tous les problèmes financiers et sociaux liés à la scolarisation. Cela sera à la fin de la troisième République que les dernières résistances à la scolarisation seront surmontées.

Cinquante années plus tard, en 1930, la gratuité gagne le secondaire (6^e), en 1931 (5^e), 1932 (4^e) et finalement en 1933, l'ensemble du secondaire public est gratuit.¹¹

Nous allons finir le chapitre par un texte lyrique de la presse républicaine de province, *La Dépêche de Toulouse*, de décembre 1880, qui annonce l'arrivée de l'enseignement gratuit en montrant la nécessité de l'éducation:

« Quiconque sait lire possède la clef de tout.

Lire est le grand commencement.

Enfants ! Ne vous gênez pas ; accourez joyeux, vous asseoir au banquet.

C'EST LA FRANCE QUI PAIE ! »¹²

La gratuité est le premier principe des réformes, elle garantit le droit de chaque enfant à l'instruction. C'est logique que les républicains aient commencé par la gratuité. Si on impose la gratuité, on peut mieux imposer l'obligation et enfin l'éducation laïque. C'est pourquoi nous allons continuer avec le principe de l'obligation scolaire.

3.2 L'obligation

En ce qui concerne le projet de loi relatif à l'obligation qui est déposé le même jour (le 20 janvier 1880) comme le projet de loi sur la gratuité, il est plus compliqué de l'adopter, parce que la scolarisation obligatoire y est liée à la laïcité. Ce qui plaît encore moins aux conservateurs que la gratuité.

3.2.1 La situation avant Ferry

La première loi concernant l'enseignement primaire est votée le 28 juin 1833, sous Louis-Philippe grâce à François Guizot, ministre de l'Instruction publique. Elle prévoit surtout la scolarisation des garçons. Chaque commune de plus de cinq cent habitants doit entretenir une école primaire et créer dans chaque département une école normale pour la formation des instituteurs. Cependant l'obligation n'est pas prévue. Il s'agit d'offrir une possibilité d'instruction, sans remettre en cause l'autorité paternelle.

¹¹ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 493.

¹² OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007, p. 69.

« *L'estimation pour les écoles primaires et maternelles publiques ou privées montre que l'on est passé de 2 millions d'enfants scolarisés en 1830 à 3,5 millions en 1848, et 5,8 millions en 1880 et, en 1876, seules 312 communes étaient encore dépourvues d'écoles.* »¹³ Ces chiffres montrent que le nombre de la population scolaire a augmenté régulièrement, même sans une loi qui assurerait l'école obligatoire et gratuite.

3.2.2 La problématique de l'obligation de l'école

Ferry est content de la progression naturelle, mais il trouve que les chiffres de statistiques peuvent tromper, vu qu'ils montrent juste le nombre des inscriptions, sans d'autres paramètres importants comme la fréquentation réelle de l'école, l'assiduité aux cours et des interruptions de scolarité pendant l'année scolaire. Si on prend en compte ces paramètres, la progression n'est pas si grande, même si la situation s'améliore. Toutefois, aux yeux de Ferry, cette croissance est insuffisante, en plus, il y a des grandes inégalités régionales. Il n'est pas possible d'attendre, vu que dans chaque génération, il y a un grand nombre de gens qui fréquentent peu ou pas du tout l'école. L'égalité d'éducation est nécessaire. Le but de Ferry est que, de 6 à 13 ans, tous les enfants de France soient à l'école, pendant toute la durée de l'année scolaire et que ce changement commence le plus vite possible.

Mais la droite est contre l'obligation, parce que c'est, d'après elle, une intervention des pouvoirs publics dans la liberté du père de famille qui est le seul qui devrait décider de son enfant. Selon Mgr Freppel, l'État ne peut pas créer un droit de contrainte. Pour montrer l'absurdité de cette proposition, il se demande si l'État est intéressé à la bonne santé de tous les citoyens, ferait-on « *un droit d'intervention dans notre régime alimentaire* »¹⁴ ? Les républicains le voient différemment, l'article 203 du Code civil ne contraint pas le père de famille à élever ses enfants, donc aussi à les éduquer mais il le contraint à les nourrir, s'il ne le fait pas. L'État doit intervenir dans l'enseignement des enfants, parce qu'il y a certains parents qui ne s'en occupent pas. En plus, la scolarisation obligatoire a des effets mesurables, c'est dans l'intérêt général de la légitimer. Paul Bert répond à Freppel : « *La richesse sociale augmente avec l'instruction, la criminalité diminue avec l'instruction.* »¹⁵

¹³ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 490.

¹⁴ IBID, p. 495.

¹⁵ IBID, p. 495.

3.2.3 La loi

La loi sur l'obligation scolaire est votée à la Chambre le 24 décembre 1880 par 329 voix contre 134, au Sénat le 12 juillet 1881 par 162 voix contre 111 voix, puis à nouveau par la Chambre le 25 juillet 1881 par 334 voix contre 127 et enfin par le Sénat, dans sa forme définitive, le 23 mars 1882 par 171 voix contre 105 et elle est promulguée le 28 mars 1882.¹⁶ Ce qui instaure les débats sur cette loi, en l'occurrence la partie concernant la laïcité, que nous traiterons dans le chapitre suivant.

Le résultat est que tous les enfants des deux sexes, âgés de 6 à 13 ans, doivent recevoir un enseignement dans les écoles publiques ou dans les écoles libres. La commission municipale scolaire contrôle la fréquentation. Le maire est président de la commission à laquelle appartiennent l'inspecteur primaire, un délégué cantonal et des membres désignés par le Conseil municipal.

Elle institue aussi un certificat d'études primaires, auquel les élèves ont droit de se présenter à partir de 11 ans. S'ils réussissent, la durée de leur scolarisation est diminuée.

Dans le cas des absences, les parents sont punis. Si un enfant est absent quatre demi-journées ou plus dans le mois et cette absence n'est pas justifiée aux yeux de la commission, on convoque le père devant celle-ci. En cas de récidive, c'est affiché à la mairie. En cas de nouvelle récidive, il y a des poursuites pénales. Les peines peuvent aller jusqu'à 11 francs ou 15 francs d'amende ou cinq jours d'emprisonnement. Mais cela est très rarement appliqué, parce que les élus de la commission sont proches de la population.

La loi prévoit aussi, en son article 15, d'importantes dispenses de fréquentation pouvant aller jusqu'à trois mois : *« La commission scolaire pourra accorder aux enfants demeurant chez leur parents ou leurs tuteur, lorsque ceux-ci en feront la demande motivée, des dispenses de fréquentation scolaire ne pouvant excéder trois mois par année en dehors des vacances. Ces dispenses devront, si elles excèdent quinze jours, être soumises à l'approbation de l'inspecteur primaire. (...) La commission peut aussi, avec l'approbation du Conseil départemental, dispenser les enfants employés dans l'industrie, et arrivés à l'âge de l'apprentissage, d'une des deux classes de la journée ;*

¹⁶ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 496.

*la même faculté sera accordée aux enfants employés hors de leur famille, dans l'agriculture. »*¹⁷

La loi rend obligatoire la caisse des écoles dans toutes les communes.

Même Ferry n'attend pas « *des effets immédiats, mécaniques, à très brève échéance* »¹⁸. La loi sur l'obligation ne se réalise pas rigoureusement, et la fréquentation de l'école ne connaît un progrès énorme dans les départements où elle était encore hésitante. Avec cette loi, il s'agit de finir un processus déjà largement engagé.

Dans le chapitre 3.1 et 3.2., nous pouvons comprendre que l'obligation et la gratuité étaient des mesures plus sociales que politiques, qui devaient finir avec les différences sociales. Elles devraient former l'unité sociale et nationale, et c'est la laïcité qui est un pas vraiment politique. La laïcité est le thème du chapitre suivant.

3.3 La laïcité

Nous allons nous plonger, ici, dans la laïcité qui est le principe le plus problématique et qui est la partie de la loi sur l'obligation la plus discutée. En outre, c'est ce troisième terme de la triade scolaire qui est une véritable nouveauté.

C'est la République, non l'Église, qui doit avoir en charge l'enfant ; en plus, l'enseignement catholique reste inadapté aux exigences de l'époque. Dès lors nous constatons un double intérêt public à la laïcisation de l'École : il faut arrêter le règne de l'Église et il faut ouvrir l'école actuelle aux connaissances de l'époque.

En ce qui concerne la laïcisation, Ferry a déjà commencé à la réaliser. Le 15 mars 1879, Jules Ferry dépose deux projets de loi. Le premier prévoit une réforme du Conseil supérieur de l'instruction publique et le second un grand changement de l'enseignement supérieur. Jules Ferry veut en fait éliminer les ecclésiastiques des conseils académiques et des facultés d'Etat. Les lois sont votées le 27 février 1880 (la loi relative au Conseil supérieur de l'instruction publique et aux conseils académiques) et le 18 mars 1880 (la loi relative à la liberté de l'enseignement supérieur)¹⁹.

¹⁷ *Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire* [online]. [cit. 2015-6-10]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1882.pdf>

¹⁸ LELIÈVRE, Claude. *Jules Ferry: La République éducatrice*. Paris: Hachette, 1999, p. 21.

¹⁹ Cette dernière, nous allons l'analyser dans le chapitre concernant l'enseignement supérieur.

Plus tard, il continue avec les changements, et la loi sur l'enseignement primaire obligatoire a deux objectifs : rendre l'instruction obligatoire, bien sûr, mais aussi laïque. C'est cette partie de la loi qui cause les plus grands débats.

3.3.1 Le contexte

À cette époque, c'est l'Église qui lutte contre l'existence même de l'enseignement public laïque, contre la possibilité d'une école d'État laïque. La question de la laïcité est fortement liée à la défense de la République.

Pour comprendre la laïcisation de l'école par les républicains dès leur arrivée au pouvoir, il faut prendre en compte leur déplaisir contre l'alliance du catholicisme et des adversaires les plus déterminés de la République. Selon Mona Ozouf, « *l'espèce du républicain catholique est encore inconnue, et l'expression elle-même scandaleuse.* »²⁰ La sécularisation est condamnée par les catholiques, et on peut la faire que sans eux et contre eux. Même si, dans son principe, elle n'est pas menée contre l'Église.

La question de laïcité cause beaucoup de polémiques sur la terminologie même du mot « laïque ». Dans les journaux, apparaissent des querelles de vocabulaire : « « *Laïque* », dit *Le Temps*, n'a jamais signifié « blessant » pour une conviction religieuse quelconque (6 décembre 1880). « *Laïque* » dit au contraire *Le Correspondant* est synonyme d'irrégulier. Le meilleur commentaire de ce vocable, n'est-ce pas la disparition de l'image divine des salles de classe, au profit de « la figure si peu artistique et si peu idéale de la Marianne républicaine » ? (10 août 1882) »²¹

3.3.2 Les idées de Ferry, sa motivation et son inspiration

Le mot « laïque » était un adjectif familier à Ferry grâce à la lecture de *L'Enseignement du peuple* d'Edgar Quinet, où le mot est apparu pour la première fois.

C'est chez Comte et chez Condorcet que Ferry a puisé l'idée de l'indépendance de la morale et de la science à l'égard des religions. Le but de Ferry était de placer la laïcité au cœur de son œuvre, plus généralement de celle du « parti républicain ». Dans son Discours à la Chambre des députés, le 6 juin 1889, il annonce ce qui suit :

²⁰ OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007, p. 152.

²¹ IBID, p. 73.

*« L'État est laïque et doit rester laïque pour le salut de toutes les libertés que nous avons conquises (...). L'école laïque (...), c'est là notre force et, comme dit le poète, c'est là notre pilier d'airain. »*²²

Ferry veut séculariser l'école publique. Son combat n'est ni antireligieux ni anticatholique mais anticlérical. Il exige la neutralité confessionnelle des enseignants ; ce qui implique le respect pour la foi d'autrui. Il se prononce fortement contre un enseignement antireligieux dans son discours à la Chambre le 13 mars 1882 : *« Si un instituteur public s'oubliait assez pour instituer dans son école un enseignement hostile, outrageant pour les croyances religieuses de n'importe qui, il serait aussi sévèrement et aussi rapidement réprimé que s'il avait commis cet autre méfait de battre ses élèves ou de se livrer contre eux à des sévices coupables. »*²³

3.3.3 Les débats avant l'adoption de la loi à l'Assemblée et au Sénat

La partie de la loi concernant la laïcité n'est pas facile à adopter, elle mène jusqu'à la question même du devoir de l'enseignement primaire, le rapporteur de la loi, Charles Hippolyte Ribière le décrit ainsi :

*« Mais la composition du programme obligatoire soulevait une question politique et sociale dont aucune autre ne dépasse l'intérêt et l'importance, c'est la question de la liberté des consciences. L'école primaire, quelle qu'elle soit, publique, privée, ou familiale, n'est pas seulement une instruction, elle est aussi une éducation. A ce dernier titre, elle doit à l'enfant l'enseignement moral. »*²⁴

Pendant les débats, l'opposition dénonce ce qu'elle considère comme une loi tyrannique qui instaure une « école sans Dieu ». Cette loi doit nécessairement finir par un déclin de la morale de la société, puisque une morale laïque ne peut pas exister. Si l'opposition ne refuse pas l'obligation en elle-même, elle lutte contre une alliance entre obligation et laïcité, contraire (selon elle) à la liberté de conscience. Elle défend notamment la position des familles pauvres qui, devront, sous peine d'aller en prison, confier leur enfant à cette « école sans conscience ». Elle conteste la neutralité de l'école publique, tant sur le plan religieux que sur le plan institutionnel. En ce qui concerne la majorité, elle se fait discrète, pour ne pas irriter davantage une opposition déjà agressive.

²² LELIÈVRE, Claude. *Jules Ferry: La République éducatrice*. Paris: Hachette, 1999, p. 30.

²³ IBID, p. 75.

²⁴ *Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry : Loi du 28 mars : Extraits du rapport* [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/rap1882.html>

La loi est défendue surtout par le rapporteur Charles Hippolyte Ribière et par Jules Ferry. Seuls les sénateurs Anthime Corbon et Henri Tolain mènent dans la discussion générale une attaque en règle contre la religion ; ce que ne plaît pas au ministre.

En première lecture, les opposants au texte obtiennent quelques changements. Et relativement à la laïcité, c'est la possibilité d'utiliser les locaux scolaires pour l'enseignement du catéchisme et un amendement déposé en séance par le républicain Jules Simon, qui introduit dans le programme scolaire les « devoirs envers Dieu et envers la patrie ». Mais ces modifications sont rejetées par la Chambre des députés en deuxième lecture ; elles disparaissent du texte définitif, malgré les protestations de Jules Simon : « *Mettez le nom de Dieu dans cette loi : mettez-le, je vous en supplie, au nom de la République et aussi au nom de la France.* »²⁵

En deuxième lecture, l'argumentation proposée par les deux camps reprend les mêmes thèmes. Cependant la majorité, moins nombreuse encore qu'en première lecture, hâte par son silence l'examen du texte.

Toutefois, de façon inattendue, Victor Schoelcher, président de la commission, clôt finalement le débat, quand il ose professer, pour la première fois au Sénat, son athéisme. Cette déclaration provoque le retrait des derniers amendements des opposants. Le texte est définitivement adopté le 23 mars 1882.

3.3.4 La laïcité dans la loi sur l'obligation

La loi du 28 mars 1882 supprime, en son article 1, « l'instruction morale religieuse »²⁶ de la loi Guizot de 1833 et de la loi Falloux de 1850 au profit d'une « instruction morale et civique »²⁷.

L'article 2 précise que, dans les écoles primaires publiques, il y aura un jour libre par semaine (en plus du dimanche) pour permettre aux parents, qui le veulent, de faire donner à leurs enfants l'instruction religieuse en dehors de l'école. L'enseignement religieux devient facultatif. Il s'agit d'affirmer la neutralité de l'État dans le domaine religieux et de séparer la sphère publique de la sphère privée, dans laquelle la religion

²⁵ Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry : Loi du 28 mars 1882 : les débats [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/deb1882.html>

²⁶ Article 1er de la Loi Guizot : Loi sur l'Instruction primaire, 28 juin 1833 [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: http://dcalin.fr/textoff/loi_guizot.html et

Article 23 de la loi Falloux relative à l'enseignement du 15 mars 1850 [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: http://www.adressrlr.cndp.fr/uploads/media/007_1850_1503.pdf

²⁷ Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1882.pdf>

peut trouver sa place. Cet article est le résultat d'une concession de Jules Ferry aux partisans de Gambetta et aux radicaux. Dans son projet initial, les heures du catéchisme pourrait être données, en dehors des heures de classe, par les ministres des différents cultes, à l'intérieur des édifices scolaires. Ferry regrette cela : « *l'interdiction du local scolaire, par exemple, pour l'enseignement du catéchisme, a paru inexplicable et vexatoire, même aux moins cléricaux de nos paysans.* »²⁸ Cela montra que la volonté de Ferry n'était pas pour un affrontement contre la religion mais pour une séparation raisonnable.

L'article 3 met fin au droit de la loi Falloux du 15 mars du 1850 des ministres des cultes d'inspection, de surveillance ou de direction dans les écoles primaires publiques et privées et dans les salles d'asile.

Cette partie de la loi reste encore longtemps pleine d'émotions. À la rentrée, le 2 octobre 1882, beaucoup d'enfants entre dans les écoles nouvelles. La presse catholique le voit négativement :

*« Au nom de la raison et du bon sens, au nom de la religion, au nom du patriotisme, il faut maudire ce jour d'innovation funeste, qui livre nos écoles, nos enfants, à l'expérience d'un enseignement contraire à la tradition française, contraire à la religion nationale, contraire à la sagesse politique. »*²⁹ (L'Univers, le 2 octobre 1882)

Mais même si Ferry a obtenu l'indépendance de l'école par rapport à la religion, sa neutralité, il le prie plusieurs fois de ne rien entreprendre contre elles.

La laïcité avec l'obligation et la gratuité, sont les principes essentiels des réformes de Jules Ferry, mais il y en a encore un à qui nous devons consacrer un chapitre, vu qu'il est inséparable de ces principes : le thème de l'éducation féminine.

3.4 L'éducation des filles

Les réformes de l'école de Jules Ferry touchent fortement l'enseignement des filles qui était négligé jusqu'à cette époque. Dans ce principe, ils reflètent explicitement ou implicitement les principes que nous avons déjà analysés.

Pour comprendre la situation de l'enseignement féminin, nous utilisons ce qu'a écrit Janet en septembre 1883 dans *La Revue des deux Mondes* : « *Tandis que l'éducation des*

²⁸ LELIÈVRE, Claude. *Jules Ferry: La République éducatrice*. Paris: Hachette, 1999, p. 31.

²⁹ OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007, p. 79.

*hommes est, depuis des siècles, l'objet des méditations et des efforts des savants et des hommes d'État, le hasard, le décousu, l'absence de méthodes et de principes ne sont-ils pas les traits caractéristiques de l'éducation féminine ? »*³⁰

Jules Ferry s'occupe spécialement de l'éducation des femmes. Il est influencé par la philosophie positiviste qui s'intéresse beaucoup aux femmes qui peuvent mieux aider à l'unité et à la stabilité sociale (sans sortir de la famille) grâce à leurs instincts sympathiques naturellement plus développés. Ferry prononce son discours sur l'égalité d'éducation en avril 1870. Il voit dans l'éducation des femmes le moyen de finir avec l'influence de l'Église. Il ne suffit pas de donner une éducation laïque seulement aux garçons qui vont épouser des femmes dévotes ; ils ont besoin des femmes républicaines. Cela est nécessaire pour l'harmonie du couple. Il voit l'importance de la femme dans la société et il exige les mêmes droits pour tous, même en matière d'éducation, vu l'égalité des aptitudes intellectuelles entre les sexes. Ferry démontre ces idées, même si on croit à cette époque à l'infériorité intellectuelle des femmes.

La domination de l'enseignement féminin par l'Église semble normale à cette époque, justifiée par la double exigence de la nature et de la société. Pour Ferry, dans sa politique, l'éducation des femmes est la plus importante dans la lutte contre le cléricalisme :

*« Les évêques le savent bien : celui qui tient la femme, celui-là tient le mari (...) il faut choisir, citoyens, il faut que la femme appartienne à la Science ou qu'elle appartienne à l'Église. »*³¹

Aux conservateurs qui voient dans l'éducation des filles « *la fin d'un sexe* »³², Ferry oppose, qu'il veut former une femme savante, non une femme semblable à l'homme. Il n'y a pas encore la question de l'identité des rôles masculins et féminins. Il voit qu'il faut attendre l'évolution des mœurs, pour pouvoir aller plus loin dans la voie de la mixité ; ce qu'il a souhaité.

L'obligation et la gratuité concernent même les filles, bien qu'à cette époque on considère l'éducation des filles superflue. On ramenait le devoir de la femme aux travaux ménagers. C'est surtout la laïcité qui aide les femmes puisque l'enseignement féminin est majoritairement exercé par des institutrices congréganistes.

³⁰ OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007, p. 93.

³¹ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 186.

³² OZOUF, Mona. *Jules Ferry: La liberté et la tradition*. Paris: Gallimard, 2014, p. 65.

Après les réformes, le contenu de l'enseignement primaire des filles et des garçons est presque symétrique, à part des travaux d'aiguille chez les filles, et du jardinage et de la menuiserie chez les garçons. Toutefois dans l'enseignement secondaire, la symétrie reste incomplète.

Dans le troisième chapitre, nous nous sommes concentrés sur les principes de l'enseignement qui sont mis en place et qui ont, entre autres, un but commun et c'est l'égalité de l'éducation. L'enseignement est un droit et il doit être accessible à tout le monde. Les principes de la gratuité, de l'obligation, même de l'éducation des filles continuent dans les procès de l'École qui ont été déjà entamés avant. C'est la laïcité qui marque le début de la rupture entre l'État et l'Église par la séparation de l'enseignement public de l'Église, ce qui provoque beaucoup d'émotions. Le chapitre quatre aura pour but de montrer comment ces principes se reflètent concrètement dans l'enseignement primaire.

4 L'enseignement primaire : l'École du peuple

Dans l'enseignement primaire, qui est l'essentiel pour les républicains, se reflètent les principes mis en place par Jules Ferry. Les républicains veulent en faire un service public, accessible pour chacun, sans obstacles, c'est pourquoi on la nomme « l'École du peuple ». L'enseignement primaire est obligatoire (de 6 à 13 ans) pour les deux sexes, gratuit et laïque et il y a des changements dans toute son organisation et ses programmes. C'est pourquoi nous allons lui consacrer plus de place qu'aux autres niveaux d'enseignement. Sans oublier le personnage de l'instituteur qui y joue un grand rôle.

Le chapitre est divisé en deux grandes parties, l'une traite de l'organisation de l'enseignement primaire, et l'autre, de la figure de l'enseignant.

4.1 L'organisation de l'enseignement primaire

Nous commençons par l'organisation de l'enseignement primaire avec tous les types des écoles qui y appartiennent et qui connaissent une véritable révolution. Nous allons les étudier les unes après les autres dans l'ordre telles qu'elles sont dans la loi Goblet du 1886.

Le projet de loi de Ferry sur l'organisation de l'enseignement primaire est transmis au Sénat le 7 avril 1884. Ce projet est discuté en séance publique devant la Haute Assemblée du 28 janvier au 2 mars 1886. Une seconde délibération se déroule du 15 au 30 mars et finalement se termine par l'adoption du texte, avec modifications, le 30 octobre 1886. Cette loi est nommée Goblet, du nom du ministre de l'Instruction, qui l'a défendue à cette époque.

Dans l'article premier, la loi définit tous les établissements assurant l'enseignement primaire :

1. les écoles maternelles et les classes enfantines ;
2. les écoles primaires élémentaires ;
3. les écoles primaires supérieures et les classes d'enseignement primaire supérieur annexées aux écoles élémentaires et dites « cours complémentaires » ;

4. les écoles manuelles d'apprentissages (définies dans la loi du 11 décembre 1880).³³

Les écoles peuvent être publiques - fondées et entretenues par l'État, les départements ou les communes, ou privées - fondées et entretenues par des particuliers ou des associations.

Chaque commune doit avoir une école primaire publique où il est possible avec l'accord du ministère que les communes se lient aux communes voisines et elles entretiennent une école en commun. Si la commune ou la réunion de communes ont plus de 500 habitants, elles doivent avoir au moins une école spéciale pour les filles (ou une école mixte), si c'est autorisé par le conseil départemental.

Les communes paient les locaux ; elles s'occupent de toutes les dépenses de l'école. L'enseignement primaire peut se définir comme un service public départemental. L'inspecteur d'académie, nommé par le ministre, est le chef de l'enseignement primaire dans le niveau départemental. Auprès de l'inspecteur d'académie, il y a le conseil départemental de l'enseignement primaire qui fixe les règlements des écoles et exerce sur les instituteurs une juridiction disciplinaire.

L'unité des trois niveaux d'enseignement primaire (les écoles maternelles, les écoles primaires élémentaires et les écoles primaires supérieures) est assurée par un statut juridique uniforme : par son financement, son administration et par les programmes.

4.1.1 Les écoles maternelles

Les écoles maternelles ne sont pas hors d'intérêt public, vu le contexte ; et c'est pourquoi elles changent beaucoup à cette époque.

La situation au XIXe siècle - Les salles d'asile

À cause de la révolution industrielle, les femmes commencent à travailler dans les manufactures et elles doivent laisser à la maison les enfants qui ne sont pas en âge de travailler. Il faut les nourrir mais aussi s'occuper de leur éducation, il ne faut pas les laisser errer dans les rues. Ce sont des salles d'asile qui réagissent à ce besoin social.

Depuis 1828, à côté de l'école obligatoire, existent des salles d'asile. Elles sont portées par le courant libéral et philanthropique. En 1837, au nombre de 800, les salles d'asile

³³ *Loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire* [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/oct1886.pdf>

accueillent environ 23 000 enfants et alors une ordonnance du 22 décembre les fait finalement reconnaître officiellement. Elles sont définies comme « des maisons d'hospitalité et d'éducation »³⁴

Dans le *Manuel des salles d'asile* de 1833 de Denys Cochin, on définit les orientations d'une pédagogie appropriée à l'âge des enfants et à leur nombre, puisqu'il s'agit de classes nombreuses, d'environ cent cinquante enfants (parfois jusqu'à trois ou quatre cents). C'est dans ce sens qu'on emprunte beaucoup aux méthodes des écoles mutuelles comme les commandements au sifflet et au claquoir, les mouvements d'ensemble, l'utilisation des enfants plus grands comme moniteurs, etc. Aux yeux de Cochin c'est la leçon qui est le centre de l'éducation qu'il faut présenter aux enfants comme un travail.

À partir de 1847, les directrices de salles d'asile reçoivent une formation particulière pour pouvoir mettre en pratique une pédagogie spécifique définie dans le *Manuel des salles d'asile*, mais l'évolution de l'économie cause l'échec des salles d'asile. En raison de l'essor industriel, on emploie de plus en plus les femmes et les enfants dans les carreaux et les galeries des mines et les ateliers de filature et de tissage. La famille se disloque. Et les salles d'asile doivent accueillir de plus en plus de jeunes enfants qu'il n'est plus question d'éduquer. Les maîtresses et les directrices sont impuissantes à faire quelques leçons. Finalement, elles n'ont qu'à garder ces enfants de 2 à 6 ans dans les moins mauvaises conditions d'hygiène et de bruit. Les salles d'asile deviennent, malgré toute l'aspiration, une garderie propre et chauffée.

Les changements pendant et après Jules Ferry

Ferry et ses collaborateurs, sensibles à l'éducation populaire, n'ignorent pas le problème de scolarisation des plus petits enfants.

En 1878, l'école spéciale formant les directrices de salles d'asile est supprimée. Elles se recruteront dans les écoles normales d'institutrices et devront posséder leur brevet.

Le décret de 2 août 1881 crée les écoles maternelles (le terme qui remplace celui de la salle d'asile et qui montre qu'il s'agit principalement de l'école). L'école maternelle est composée de deux sections, en fonction de l'âge des enfants (la section des petits enfants de 2 à 5 ans et la section des enfants de 5 à 7 ans dite classe enfantine). Et le

³⁴ PROST, Antoine. *Histoire de l'enseignement en France: 1800-1967*. Paris: Armand Colin, 1968, p. 283.

décret du 28 juillet 1882 limite le nombre des élèves d'une école maternelle à 150 élèves.

L'aspect des classes s'identifie avec celui des classes primaires. Le ministre ne veut plus des garderies, il veut tout transformer. Les enseignants seront formés dans les écoles normales d'institutrices. Dans les classes, il y aura des bancs avec dossier, des tables disposées en rangées parallèles. Au programme, on trouvera des éléments de lecture, de l'écriture, du calcul, des bases de sciences naturelles et géographie, des exercices de gymnastique et de chant. Même les jeux apparaissent au programme, dirigés par les maîtresses. Mais cette école reste inadaptée aux besoins des petits enfants. C'est grâce aux inspectrices générales qu'on va peu à peu mettre en place une pédagogie nouvelle, spécifique à l'âge de l'enfant. Elles modèrent les programmes qui étaient définis. Le rôle essentiel joue surtout Pauline Kergomard³⁵ qui souligne l'importance de l'activité des enfants, de leur liberté, c'est le jeu qui est l'activité essentielle des enfants. Dès le 18 janvier 1887, le jeu est inscrit à la première ligne du programme et toutes les choses inadéquates à l'âge de l'enfant disparaissent. Ce sont seulement les enfants de 5 ans qui reçoivent les bases de calcul, du dessin, de l'écriture et de la lecture.

Les écoles maternelles s'intègrent à l'édifice scolaire grâce à loi Goblet de 1886 et le 18 janvier 1887, le décret d'application les définit comme « des établissements de première éducation ».

4.1.2 Les écoles primaires élémentaires

Ce sont les écoles primaires élémentaires qui forment la base du système scolaire et qu'on développe le plus.

Le programme

Les matières de l'enseignement primaire obligatoire sont définies dans la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire, dans l'article premier.

L'enseignement primaire comprend :

1. l'instruction morale et civique ;
2. la lecture et l'écriture ;

³⁵ inspectrice générale des écoles maternelles de 1881 à 1917, considérée comme fondatrice de l'école maternelle en France

3. la langue et les éléments de la littérature française ;
4. la géographie (surtout de la France) ;
5. l'histoire (surtout de la France jusqu'à nos jours) ;
6. quelques notions usuelles de droit et d'économie politique ;
7. les éléments des sciences naturelles physiques et mathématiques (et leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels, travaux manuels et usage des outils des principaux métiers) ;
8. les bases du dessin, du modelage et de la musique ;
9. la gymnastique ;
10. les garçons - les exercices militaires ;
11. les filles - les travaux à l'aiguille.³⁶

L'école laïque est déjà formée, mais il faut encore rédiger des programmes et des manuels. Dès 1882, de nombreux nouveaux manuels et des revues pédagogiques apparaissent. Les bourgeois de 1882 exigent que les écoles laïques donnent aux enfants en premier lieu l'enseignement fondamental (lire, écrire et compter). On met l'accent aussi sur les conséquences de cet enseignement, l'enfant qui sort de l'école va apprendre à lire à ses grands-parents et « les bons lecteurs feront les bons électeurs »³⁷. Entre autre l'enseignement servira au détachement de l'Église.

Le décret du 27 juillet 1882, fait par Jules Ferry, règle les programmes des écoles primaires publiques, il est inspiré par Octave Gréard³⁸ (qui est pour l'homogénéisation et la répétition). L'enseignement se compose de trois cours : élémentaire, moyen et supérieur qui sont obligatoires dans toutes les écoles. Les trois cours sont conçus de façon concentrique ; ils reviennent sur les mêmes programmes pour les approfondir.

Les études sont divisées d'après l'âge des enfants :

- cours élémentaire : deux ans, de 7 à 9 ans ;
- cours moyen : deux ans, de 9 à 11 ans ;
- cours supérieur : deux ans, de 11 à 13 ans.

³⁶ *Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire* [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1882.pdf>

³⁷ OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007, p 104.

³⁸ vice-recteur de l'académie de Paris

Au début de chaque année scolaire, les élèves seront repartis, d'après leurs degré d'instruction, par le directeur dans les diverses classes des trois cours, sous le contrôle de l'inspecteur primaire.

Chaque élève, à son entrée à l'école, recevra un cahier spécial qu'il aura pour toute la durée de sa scolarité. L'article 13 le définit : « *Le premier devoir de chaque mois, dans chaque ordre d'études sera écrit sur ce cahier par l'élève, en classe et sans secours étranger, de telle sorte que l'ensemble de ces devoirs permette de suivre la série des exercices et d'apprécier les progrès de l'élève d'année en année. Ce cahier restera déposé à l'école.* »³⁹

Le programme est composé de l'éducation physique, de l'éducation intellectuelle et de l'éducation morale.

Le tableau d'emploi du temps est élaboré au début de l'année scolaire par le directeur de l'école et après l'approbation de l'inspecteur primaire, il est affiché dans les salles de classe.

L'organisation des cours :

1. Chaque séance est composée de plusieurs exercices différents, séparés par la récréation ou le mouvement et le chant.
2. Les exercices d'arithmétique, de grammaire, de rédaction demandant le plus grand effort d'attention sont placés surtout le matin.
3. Toute leçon, toute lecture, tout devoir est accompagné d'explications orales et d'interrogations.
4. La correction des devoirs et la récitation des leçons se font dans les leçons auxquelles elles se rapportent. Les rédactions sont corrigées par le maître en dehors de la classe.
5. Les élèves ont 30 heures de classe par semaine (à l'école) divisées ainsi :
 - au moins une leçon par jour d'instruction morale (les méthodes utilisées sont adaptées au niveau des cours) ;
 - 2 heures par jour d'enseignement du français ;

³⁹ Arrêté du 27 juillet 1882 réglant l'organisation pédagogique et le plan d'études des écoles primaires publiques [online]. [cit. 2015-6-19]. Repris de: http://jl.bregeon.perso.sfr.fr/Programmes_primaire1882.pdf, p. 2.

- l'enseignement scientifique doté 1-1,5 heures par jour - ce qui est 45 min - 1 heure pour l'arithmétique, le reste pour les sciences physiques et naturelles ;
- 1 heure par jour pour l'histoire et la géographie, plus l'instruction civique ;
- au moins 1 heure par jour pour les exercices d'écriture au cours élémentaire (ce temps se réduira graduellement) ;
- 1-2 heures par semaine de chant (indépendamment des exercices de chant qui ont lieu chaque jour dans les pauses entre les exercices ou à la rentrée et à la sortie des classes) ;
- une séance chaque jour ou tous les deux jours pour la gymnastique pendant l'après-midi ;
- 2-3 heures par semaine pour les deux sexes sont consacrées aux travaux manuels.⁴⁰

Pour se faire l'image de l'idéal de l'enseignement à l'école primaire, nous utilisons un extrait du programme concernant la méthode de l'éducation intellectuelle : *« La seule méthode qui convienne à l'enseignement primaire est celle qui fait intervenir tour à tour le maître et les élèves, qui entretient pour ainsi dire entre eux et lui un continuel échange d'idées sous des formes variées, souples et ingénieusement graduées. Le maître part toujours de ce que les enfants savent, et, procédant du connu à l'inconnu, du facile au difficile, il les conduit, par l'enchaînement des questions orales ou des devoirs écrits, à découvrir les conséquences d'un principe, les applications d'une règle, ou inversement les principes et les règles qu'ils ont déjà inconsciemment appliquées. »*⁴¹

Les principes qui y sont utilisés, sont semblables à ceux déjà proposés par Comenius.

Le certificat d'études primaires est créé par la loi du 28 mars 1882 (la loi sur l'obligation scolaire). Les candidats doivent avoir au moins 11 ans. L'examen se fait devant une commission nommée par le recteur sur proposition de l'inspecteur d'académie⁴² et dont l'inspecteur est président. L'examen est composé des épreuves écrites et orales. Les épreuves écrites comprennent une dictée (15 lignes au maximum), deux question d'arithmétique et une rédaction (lettre, récit,...). Les textes et les sujets

⁴⁰ Arrêté du 27 juillet 1882 réglant l'organisation pédagogique et le plan d'études des écoles primaires publiques [online]. [cit. 2015-6-19]. Repris de: http://jl.bregeon.perso.sfr.fr/Programmes_primaire1882.pdf

⁴¹ *IBID*, p. 8.

⁴² Ce sont les membres des conseils académiques.

sont choisis par l'inspecteur d'académie. Les épreuves orales sont au nombre de deux, une lecture expliquée avec la récitation d'un extrait choisi par le candidat et des questions d'histoire et de géographie. Si le candidat le veut, il peut faire encore un exercice de dessin et des interrogations sur l'agriculture.

L'enseignement laïque - le contenu de l'enseignement

En ce qui concerne l'instruction morale, dans les programmes de l'école laïque figurent encore les devoirs envers Dieu (avec les devoirs envers les autres hommes). L'instituteur doit fortifier les notions morales communes, reçues dans les familles. Dans la plupart des manuels de morale, on affirme que tous les devoirs moraux enveloppent et expriment les devoirs envers Dieu. Mais en réalité, les enseignants ont peur même de prononcer le nom de Dieu et ils ne parlent pas des devoirs envers de Dieu de crainte d'être dénoncés comme cléricaux.

Cependant, il faut que les instituteurs enseignent la morale. Mais quelle morale ? Jules Ferry l'exprime dans la *Lettre aux Instituteurs*, le 17 novembre 1883. Il précise l'unité de la morale et la simplicité des premiers préceptes. L'instituteur doit enseigner la morale usuelle et il n'aura pas besoin de la fonder philosophiquement ; il ne devra même pas le faire pour garantir la neutralité.

Les manuels accentuent les vertus d'ordre et d'obéissance et ils forment l'idéal d'un Français économe, travailleur, honnête et discipliné. Mais cette morale laïque a des problèmes : elle est toute négative et elle ne peut pas répondre à certaines questions.

Dans le programme de l'enseignement primaire, on définit l'objet de l'éducation morale et le rôle de l'enseignant : « *La mission de l'instituteur dans l'enseignement de la morale : elle consiste à fortifier, à enraciner dans l'âme de ses élèves, pour toute leur vie, en les faisant passer dans la pratique quotidienne, ces notions essentielles de moralité humaine communes à toutes les doctrines et nécessaires à tous les hommes civilisés. (...) L'enseignement moral laïque se distingue donc de l'enseignement religieux sans le contredire. L'instituteur ne se substitue ni au prêtre, ni au père de famille ; il joint ses efforts aux leurs pour faire de chaque enfant un honnête homme.* » ⁴³

L'éducation morale se concentre sur la morale qui est commune pour tous les hommes.

⁴³ Arrêté du 27 juillet 1882 réglant l'organisation pédagogique et le plan d'études des écoles primaires publiques [online]. [cit. 2015-6-19]. Repris de: http://jl.bregeon.perso.sfr.fr/Programmes_primaire1882.pdf, p.20.

Dans les programmes, l'instruction morale n'est pas séparée de l'instruction civique. Les enseignants doivent rappeler aux enfants l'histoire de la France et ses héros. Ils les mènent au patriotisme, à l'amour de la patrie qui permettra d'unifier la France. Le patriotisme se manifeste aussi dans les autres matières : l'histoire, la géographie, les exercices physiques, la récitation et le chant. « *L'École, le 24 février 1884, recommande d'apprendre aux écoliers l'Hymne national, la Chanson de Roland, l'Hymne à Jeanne d'Arc.* »⁴⁴ Le sentiment patriotique est un point commun pour toute l'école laïque. Cela se reflète beaucoup dans le phénomène des bataillons scolaires, les enfants des écoles en bataillons armés et équipés. Ils sont préparés à défendre leur patrie.

Les sciences doivent détacher l'enfant de l'Église. Les enfants reçoivent une culture scientifique. Les enseignants développent en eux l'esprit d'observation, le raisonnement. On veut ainsi diminuer leur crédulité.

Le système de l'École est maintenant complet, facultatif de 2 à 6 ans, obligatoire de 6 à 13 ans, mais il y a aussi une possibilité pour ceux qui veulent approfondir leurs études primaires, les écoles primaires supérieures.

4.1.3 Les écoles primaires supérieures

Les écoles primaires publiques sont réalisées à cette époque, même si l'idée n'est pas tout à fait nouvelle. Les enfants ont ainsi la possibilité d'améliorer leurs connaissances des écoles primaires élémentaires.

La loi Guizot

L'organisation prussienne d'un enseignement primaire à deux niveaux successifs plut à Victor Cousin ; il a vu en France le besoin d'un enseignement primaire entre l'école élémentaire et le collège. C'est Guizot qui réalise cette idée. Dès 1833, la loi Guizot oblige les communes avec plus de 6 mille d'habitants à entretenir une « école primaire supérieure » avec les maîtres possédant le brevet supérieur qui approfondira l'enseignement du primaire et ajoutera les bases de la géométrie, des notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle applicables dans la vie, le chant, les éléments de l'histoire et de la géographie de la France. Toutefois, il est encore trop tôt pour ce projet et il échoue, puisque l'enseignement primaire est juste à son début, les connaissances acquises sont insuffisantes et les enfants doivent quitter l'école le plus

⁴⁴ OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007, p 113.

vite à cause des besoins matériels des familles et surtout par manque de maîtres qualifiés.

La réalisation

L'arrêté du 15 janvier 1881 veut changer la situation. C'est surtout grâce à Victor Duruy, que Ferry a associé à son œuvre au sein du Conseil supérieur de l'Instruction publique. L'arrêté propose : un cours complémentaire (une année) et le primaire supérieur (deux ou trois années) pour les meilleurs élèves du primaire dont la situation familiale leur permet de continuer dans leurs études et ceux qui ont déjà leur certificat d'études primaires (donc qui ont au moins 11 ans). Cela se fait à l'aide des bourses. L'enseignement concerne la culture générale et les travaux manuels ; les élèves perfectionnent et approfondissent le savoir de l'école primaire. Les meilleurs élèves s'orientent vers les concours des écoles normales et les autres vers les concours administratifs.

Grâce au primaire supérieur, le système de l'enseignement primaire est auto-suffisant, puisque le primaire supérieur permet de reproduire le système : « *cours complémentaires ou écoles primaires supérieures* → *écoles normales* → *Écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay.* »⁴⁵

Cependant, il ne faut pas que l'enseignement primaire supérieur se sépare de l'enseignement primaire, le primaire, c'est l'école du peuple, il forme un tout et doit rester à côté des autres ordres d'enseignement. Ferry l'affirme dans un rapport adressé au président de la République, en octobre 1881 : « *Qu'il reste primaire (...). Il ne faut pas que l'enseignement primaire supérieur s'isole et vise à une sorte d'existence à part. Si haut et si loin qu'il doive aller, il est bon qu'il s'appuie toujours de quelque façon sur l'école primaire. S'il affectait de s'en séparer, par le choix des maîtres, par le recrutement des élèves, par le ton général des études ou par le niveau des examens, il perdrait le meilleur de sa substance et, à vrai dire, il n'aurait plus de raison d'être.* »⁴⁶

La structure des ordres d'enseignement reflète la structure des classes sociales. Ferry justifie par ailleurs que la non-gratuité des études secondaires est un facteur de ségrégation sociale.

L'enseignement primaire supérieur de la même façon que l'enseignement primaire est conçu pour préparer les élèves à la vie active. Les deux types d'enseignement ne se

⁴⁵ LELIÈVRE, Claude. *Histoire des Institutions scolaires (1789-1989)*. Paris: Nathan, 1990, p. 123.

⁴⁶ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 517.

donnent pas des fins lointaines ; ils ne préparent pas à d'autres enseignements. Ils ont leurs fins propres, marquées par des examens terminaux spécifiques.

4.1.4 Les écoles manuelles d'apprentissage

Le dernier type de l'enseignement primaire que nous allons décrire, ce sont les écoles manuelles.

L'enseignement technique assure l'apprentissage des métiers manuels pour de futurs ouvriers qualifiés. La loi du 11 décembre 1880 annonce la fondation des écoles manuelles publiques pour les enfants qui se destinent aux professions manuelles. Mais ces écoles ne vont accueillir que quelques milliers de jeunes, vu que cet enseignement est plutôt toléré qu'encouragé. Les républicains ne s'occupent pas de la formation des travailleurs à leur métier.

Les écoles manuelles sont un type d'établissement d'enseignement primaire supérieur mais elles sont plus pratiques et utilitaires. Elles sont pour les enfants qui ont au moins 12 ans et qui ont déjà leur certificat d'études primaires.

Les écoles manuelles vont en 1892 passer sous le contrôle du ministère du Commerce et de l'Industrie.

Nous pouvons nous faire une image de ce qui se passe dans l'enseignement primaire à cette époque et comprendre les changements qui s'effectuent successivement. D'autres acteurs nous intéressent, évidemment ceux qui s'occupent des enfants à l'école primaire, les enseignants.

4.2 Les enseignants de la République

Le rôle et la situation des instituteurs et institutrices changent radicalement à cette époque, dès la formation jusqu'à leur position dans leurs communes.

Dans ces nouvelles conditions, *« l'enseignant ne doit pas être simplement un « maître de l'école » (l'ancien « magister », un « sous-officier instructeur »), ni même un « instituteur » (celui qui contribue à « instituer » la République), mais un « éducateur » (celui qui peut et doit prendre la place de l'homme d'Église, des congréganistes) »*⁴⁷.

⁴⁷ LELIÈVRE, Claude. *Jules Ferry: La République éducatrice*. Paris: Hachette, 1999, p. 37

4.2.1 La formation des enseignants

Pour que le système nouveau soit efficace, il ne faut pas oublier la formation des maîtres et des maîtresses.

L'histoire et les changements sous Jules Ferry

La loi Guizot du 28 juin 1833 officialise l'École normale pour la formation des instituteurs. L'article 11 impose à chaque département (ou à une réunion des départements voisins) d'avoir une école normale primaire de garçons. Néanmoins, elle ne définit aucune sanction et aucun délai, pour leur création. Et elle ne stipule rien sur les écoles normales primaires de filles.

Avant le 1^{er} janvier 1851, par cette loi et les lois antérieures, on a créé 70 écoles normales de garçons et 6 écoles normales de filles.

En 1878, il y a seulement 8 départements sans école normale de garçons mais 68 sans école normale de filles.⁴⁸ Dans la plupart des départements sans écoles normales, existent des cours normaux. Vu cette situation, Paul Bert propose le 14 janvier 1878 un projet de loi qui rend obligatoire la création des écoles normales là où elles manquent, dans 4 ans. Quand Ferry devient le ministre, il fait aboutir le projet. Le 17 mars 1879, à la Chambre, il prononce un discours en faveur de la formation des instituteurs où il distingue le niveau intellectuel et la capacité professionnelle, les deux traits nécessaires pour un enseignant.

On décide de former les enseignants dans une institution spéciale, l'école normale. Surtout, on a besoin de former des nouveaux enseignants-femmes pour les écoles laïques de filles, qui vont se développer dans les années à venir. L'exigence de Ferry à l'Assemblée est de donner à la France « *la seule institution qui puisse nous former un corps enseignant d'institutrices, la seule qui soit propre à développer chez elles la solidarité, l'esprit de corps et l'unité de direction pédagogique, la seule qui leur inspire un sentiment très conciliable avec la modestie personnelle, le légitime orgueil de leur profession.* »⁴⁹

Ferry réagit aux sympathisants de l'enseignement primaire congréganiste et qui ne voient pas la raison de former des maîtres et des maîtresse du primaire, en expliquant que l'État laïque a le droit de faire une organisation sérieuse pour l'enseignement

⁴⁸ Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry : La loi du 1er août 1879 [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/loi1879.html>

⁴⁹ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 499.

laïque, qui sera capable de supporter la concurrence des congrégations religieuses. Il faut avoir l'enseignement des filles sur les mêmes bases que celles dans l'enseignement laïque des garçons.

Les écoles normales

La loi, le projet de Paul Bert, relative à l'établissement des écoles normales primaires, est adoptée le 1 août 1879. Les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices doivent être construites dans 4 ans. Deux départements peuvent s'unir, si cela permet le décret du Président de la République. Cela est suivi d'une grande construction, et en 1886, tous les départements ont une école normale de garçons et 81 départements une école normale de filles.

Les écoles de formation des futurs instituteurs sont soumises complètement au contrôle de l'État. Le ministre d'Instruction publique nomme le directeur et les professeurs ; c'est lui qui définit le contenu des enseignements, comme le règlement intérieur, par décrets et circulaires appropriés, pour assurer la qualité de formation des futurs maîtres et l'homogénéité de leur formation.

Il y a un grand nombre de textes pris en application de la loi du 1er août 1879 qui harmonisent toutes ces choses-là. L'article premier du décret du 29 juillet 1881 place les écoles normales, qui dépendaient du recteur, sous l'autorité du ministre de l'Instruction publique. C'est une révolution, dorénavant c'est le représentant direct du ministre qui assure la direction des études, le contrôle du personnel enseignant, la nomination des élèves-maîtres avec l'aide des inspecteurs d'Académie placés sous son autorité. Dans le même décret et aussi dans les instructions du 8 août 1881, on fixe le plan d'études, les matières et les volumes horaires. Tout cela permet de créer l'unité dans l'enseignement des maîtres et de remplacer les incohérences d'avant.

La surveillance, faite jusqu'ici par la commission départementale prévue par la loi Guizot, est remplacée par un contrôle direct de l'État. C'est également l'État qui paie les enseignants, assure l'entretien des élèves-maîtres, nomme des directeurs et définit les examens.

On recrute des jeunes sur concours, au niveau du brevet élémentaire ; l'enseignement secondaire donc reste donc étranger à la formation des instituteurs. Les études durent 3 ans et sont organisées de façon concentrique. Dans le programme des écoles normales se trouvent des études générales : l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, la

physique, la chimie, le calcul, la géométrie, la littérature française et les langues étrangères. On n'oublie pas les disciplines liées à la formation professionnelle : la pédagogie, plus concrètement la théorie de l'éducation, la méthodologie, l'histoire de l'enseignement, la législation morale, l'instruction civique et la psychologie, le dessin, le chant, la musique, voire l'agriculture et l'horticulture pour les garçons. Ainsi, l'école normale donne aux élèves à la fois la formation générale et la formation professionnelle pour devenir un instituteur.

Dans l'enseignement, il n'y manque pas de stages et de travaux pratiques pour qu'on aide « l'élève-maître » à l'art d'enseigner sous la direction des meilleurs et des plus expérimentés des maîtres. C'est le but de l'école « d'application » (qui peut être « annexe » lorsqu'elle est à l'intérieur même de l'école normale) qui est comme un laboratoire pour les futurs maîtres où ils entrent en contact avec des enfants.

Les écoles normales fonctionnent comme l'internat. Les élèves-maîtres ont sept semaines de vacances d'été, deux à Pâques et au Nouvel An. Le reste de l'année, ils vivent dans l'école et ils ont seulement une promenade surveillée le jeudi et deux sorties le dimanche. Les professeurs et le directeur qui assurent le fonctionnement de l'institution veillent sur la conduite des élèves-maîtres ; ils sont leurs « amis » et « guides ». Mais Ferry n'a pas voulu qu'on découpe les futurs enseignants du monde. Il expose pendant son intervention devant le congrès pédagogique sa conception de l'école normale et ses exigences ; il s'adresse aux chefs des établissements :

*« Cloîtrons-les donc le moins possible, laissons les sorties se faire, sous des garanties sérieuses, bien entendu, mais ne nous en effrayons pas. Laissons-leur voir, au moins par un coin, la vie réelle dans laquelle ils vont tomber, imprévoyants et aveugles ! (...) Et puis, Messieurs, donnez-leur, laissez-leur prendre aussi la liberté de leur esprit. Laissez une place aux études personnelles, comme cela se fait à l'École normale supérieure ; un peu plus de liberté de lecture ! Enfin, formez des hommes, et non pas de grand enfants, élevés tout exprès pour leur en confier de plus petits ! »*⁵⁰

Ferry élève dans son discours aussi la grandeur de la fonction de directeur et de directrice d'école normale, vu qu'ils exercent un devoir noble, en formant des éducateurs. Ce sont eux qui aident au relèvement et à la grandeur de la patrie, de la France.

⁵⁰ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 501-502.

C'est ainsi que se forme un corps spécial d'enseignants primaires recrutés par concours.

Les enseignants dans les écoles normales

Pour cette mission essentielle pour la République, on a besoin d'un personnel spécifique qui va enseigner dans les établissements nouveaux qui vont se créer. Le 5 juin 1880, il y a deux décrets qui sont mis en jour et ils créent un certificat d'aptitude à la direction des écoles normales et un certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles normales, qui sont ouverts aux instituteurs. Même si ces certificats garantissent un niveau intellectuel, ils n'assurent pas les qualités pédagogiques et morales de leurs propriétaires. C'est pourquoi le congrès pédagogique de 1880 demande qu'on reprenne la formule des établissements spécifiques utilisés depuis la loi Guizot et élargis par la loi Paul Bert qui donnent à la fois la culture générale et la formation professionnelle et le sens de la mission.

Le décret du 13 juillet 1880 crée « l'École normale supérieure d'institutrices » qui s'installe dès octobre à Fontenay-aux-Roses. C'est une nouveauté, vu que pour la première fois dans l'instruction primaire l'enseignement féminin précède le masculin. Aussi pour la première fois, l'État intervient dans l'instruction supérieure des filles. En ce qui concerne l'enseignement masculin, l'urgence n'est pas tellement grande sur le plan quantitatif que sur le qualitatif. Cela mène le 9 mars 1881 à la création des « cours préparatoires au certificat d'aptitude des écoles normales », à Sèvres, d'une durée de 3 mois pour une trentaine de maîtres déjà délégués dans les écoles normales et sélectionnés par les recteurs. L'année suivante, on fait la même chose à Saint-Cloud, mais cette fois-ci des élèves sont sélectionnés par le concours. Finalement, le 30 décembre 1882, « l'École normale d'enseignement primaire » de Saint-Cloud est fondée et on définit le programme d'études et les concours d'entrée. Par la création de ces deux établissements (Fontenay-aux-Roses et Saint-Cloud), on achève la formation de l'enseignement primaire Il y a, d'abord, des enseignants des écoles normales, et ensuite, les instituteurs.

Finalement, la cohérence du système de formation des éducateurs laïques est complètement assurée. Les républicains y prêtent toute l'attention. C'est l'État qui garantit le bon fonctionnement de l'ensemble.

4.2.2 La fin des exceptions pour les enseignants religieux et la laïcisation du personnel

La qualité est essentielle ; c'est pourquoi les privilèges des religieux doivent finir.

Depuis 1816 chaque instituteur doit posséder un titre de capacité, le brevet élémentaire. Mais l'Église le refuse. Et la loi Falloux du 15 mars 1850 nomme certaines exceptions où le futur instituteur ne doit pas avoir le brevet de capacité: s'il a le baccalauréat, le certificat de stage confirmant trois ans d'enseignement dans les écoles publiques ou privées, le certificat d'admission dans une des écoles de l'État et surtout s'il est ministre de l'un des cultes reconnus par l'État. Quant aux institutrices, elles ne doivent pas avoir le titre de capacité, si elles sont membres de congrégations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues comme telles par l'État, et elles ont une lettre d'obédience à la place de titre de capacité. (La loi aussi dispense les instituteurs et les institutrices adjoints.) Il s'en suit qu'en 1879, 28% des institutrices congréganistes ont le brevet contre 93% des institutrices laïques.⁵¹ Le principe de la loi est que, pour pouvoir enseigner, il suffit de prouver au moins les connaissances élémentaires (ce principe était déjà inscrit dans la loi de 1833).

Ferry lutte pour que les exigences nécessaires pour enseigner soient les mêmes pour tous. Le but de ce nouveau projet est que chaque instituteur ou institutrice dans une école primaire publique ait au moins le brevet de capacité.

Les débats se font autour de cette proposition. La droite avec Pierre-Charles Chesnelong en tête n'est pas d'accord. Chesnelong souligne le caractère de l'examen et critique qu'il n'apporte pas assez de garanties concernant l'aptitude à enseigner ou les qualités du caractère du candidat. Il refuse le principe de la rétroactivité qui est contre les droits acquis et l'équité. Il voit toute cette réforme comme irréalisable, vu un grand nombre de brevetés à produire et qu'elle va causer une désorganisation de l'enseignement primaire. Le rapporteur de la loi, Jean-Baptiste Ferrouillat, s'oppose et il rappelle le principe de la loi de 1833 auquel on revient. C'est exiger la preuve des connaissances de l'enseignement qu'on dispense. La loi ne va pas désorganiser l'enseignement primaire, mais améliorer son niveau.

Concernant la lettre d'obédience, Ferry la voit comme un privilège et une cause d'affaiblissement de l'enseignement primaire.

⁵¹ *Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry : Loi du 16 juin 1881* [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/capaci.html>

Le projet finalement gagne et les changements sont inscrits dans la loi du 16 juin 1881 relative aux titres de capacité exigés pour l'enseignement primaire. Les frères et les sœurs sont soumis au même régime que les instituteurs laïques. L'article premier l'annonce clairement : « *Nul ne peut exercer les fonctions d'instituteur ou d'institutrice titulaire, d'instituteur-adjoint chargé d'une classe ou d'institutrice-adjointe chargée d'une classe, dans une école publique ou libre, sans être pourvu du brevet de capacité pour l'enseignement primaire. Toutes les équivalences (...) de la loi du 15 mars 1850 sont abolies.* »⁵²

Toutefois Ferry promet la modération et la souplesse, en ce qui concerne l'application de la loi. Il fait exception aux directrices congréganistes d'écoles publiques non brevetées ayant dix ans d'ancienneté et les directrices d'écoles libres dans la même situation. Tous les autres enseignants ont 42 mois pour recevoir le brevet.

Plus tard arrive la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, dite Goblet. Elle concerne entre autre la laïcisation des enseignants. Dans la Titre II, chapitre II, article 17, elle indique : « *Dans les écoles publiques de tout ordre, l'enseignement est exclusivement confié à un personnel laïque.* »⁵³ Le rapporteur de la loi, Jean-Baptiste Ferrouillat, le commente ainsi dans son rapport :

« *La loi du 28 mars 1882 a laïcisé les programmes. Le projet actuel impose la laïcité du personnel enseignant. On peut dire que la première réforme appelait la seconde. Il n'est pas rationnel de mettre des religieux à la tête d'une école où l'enseignement de la religion n'a plus de place.* »⁵⁴

4.2.3 La position des instituteurs

La situation des instituteurs avant les réformes et après les réformes est bien exprimée dans *Le Temps*, après l'adoption de la loi sur la gratuité :

« *Son action immédiate sera de grandir l'instituteur, de lui assurer enfin dans la commune le rang qu'il mérite. Jusqu'ici beaucoup d'instituteurs étaient condamnés à un rôle obscur, méconnus quand ils n'étaient pas dédaignés : la loi leur vient en aide ; ils en sont les représentants ; il sera désormais officiellement reconnue que l'instruction*

⁵² Loi du 16 juin 1881 relative aux titres de capacité exigés pour l'enseignement primaire [online]. [cit. 2015-6-13]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/1881cap.pdf>

⁵³ Loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire [online]. [cit. 2015-6-10]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/oct1886.pdf>

⁵⁴ Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry : Loi du 30 octobre 1886 [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de : <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/loi1886.html>

*est une nécessité sociale et celui qui la donne un des plus précieux serviteurs de la patrie. »*⁵⁵

De 1848 à 1880, on a toujours suspecté les instituteurs. Ils sont considérés comme des dangereux révolutionnaires, surtout pendant la réaction qui a suivi 1848. Grâce aux lois scolaires de 1880, ils obtiennent une dignité sociale. Ils adhèrent à la République d'abord par une reconnaissance matérielle mais surtout par une reconnaissance morale. Les instituteurs deviennent les serviteurs de la patrie.

La vie publique

L'instituteur devient un notable dans sa commune ; il reçoit finalement le rang qu'il mérite. Le poste d'instituteur devient donc attirant surtout à la campagne, parce que cela peut facilement garantir une ascension sociale.

Les instituteurs sont reconnaissants à la République et ils s'engagent dans leur enseignement pour la République et la Révolution française. Ils s'impliquent aussi dans la politique. La droite leur reproche d'être des agents électoraux de la République. Dans les villages, ils fonctionnent comme une propagande vivante de la République, ils doivent prendre parti sur les enjeux politiques. Ils ne peuvent pas rester indifférents, parce qu'à chaque élection, il s'agit encore de voter pour ou contre la République. Ferry les encourage, vu qu'il faut encore lutter contre le cléricalisme et la monarchie jusqu'à ce que la majorité des Français choisisse la République. Néanmoins, il leur est interdit de dire leur préférence pour l'un des types de la République et surtout il leur est interdit de devenir l'agent électoral d'une personnalité ou d'un parti.

L'État paie les instituteurs ; ce qui leur assure une certaine indépendance à la pression locale. La tutelle du curé existant depuis la loi Falloux disparaît.

Cependant malgré leur grand devoir dans la société, leur salaire reste modeste, seulement deux tiers d'un salaire de mineur. En 1884, plus de la moitié des instituteurs gagnent moins de 100 francs par mois et les autres ont tous un salaire inférieur à celui des petits fonctionnaires.⁵⁶ Et ils éprouvent donc des problèmes matériels. Ferry en est conscient mais vu que la politique scolaire entre 1879 et 1885 coûte très cher, il ne peut pas s'engager dans des changements.

⁵⁵ OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007, p. 126.

⁵⁶ GUILHAUME, Philippe. *Jules Ferry*. Paris: Albin Michel, 1992, p. 93.

La loi de 1886 interdit aux enseignants d'exercer les professions commerciales et industrielles et les fonctions administratives ; elle leur interdit également d'exercer des emplois rémunérés ou gratuits dans les services des cultes. Les instituteurs communaux peuvent exercer les fonctions de secrétaire de mairie avec l'autorisation du conseil départemental. L'instituteur doit être totalement voué à son devoir.

La vie privée

La mission des enseignants ne se déroule pas juste à l'école, leur tâche est plus grande. L'enseignant n'est pas seulement pédagogue et éducateur mais aussi tuteur de l'enfant. Il doit consacrer l'essentiel de la vie aux enfants, ce qui est encore plus vrai pour les institutrices qui sont, d'après Ferry, naturellement supérieures en matière d'enseignement.

Il y a des grandes exigences pour l'instituteur : il doit être un modèle pour la communauté villageoise. Il doit mener une vie modèle. S'il est célibataire, deux seules distractions lui sont autorisées : la lecture et le jardinage. S'il est marié, sa vie conjugale doit donner l'image d'un bonheur parfait, ses enfants doivent bien se comporter, son logement doit être propre et en ordre. Il doit être un personnage irréprochable.

Comme la vie des instituteurs et des institutrices doit être modèle, ils souffrent de la solitude dans les villages ; ils n'ont personne avec qui parler et discuter. Le ministre réagit à cela dans son discours d'avril 1880 au congrès pédagogique et il propose surtout d'inspirer aux jeunes enseignants le goût de la lecture. Le ministre veut que des enseignants du primaire restent en contact avec les écoles normales qu'ils ont quittées. Les inspecteurs s'occupent de cela en assurant le tutorat moral, presque affectif qui veille à leur santé psychologique et à leur efficacité professionnelle. Pour assurer ce devoir, les inspecteurs, outre les visites, offrent aux instituteurs des bibliothèques pédagogiques et des conférences pédagogiques. Il faut lutter contre la solitude par la formation permanente des enseignants.

Les lois et les programmes apportent tant de nouveautés qu'on connaît plutôt l'idéal que la réalité. Mais est-ce que l'ambition et les faits sont en harmonie ? Les opinions s'opposent. D'une part, on voit un grand et dur devoir des instituteurs, des serviteurs de la patrie. De l'autre part, la presse conservatrice n'est pas d'accord, elle trouve que la liberté donnée par la loi scolaire aux instituteurs peut pousser ceux-ci à croire qu'ils ont

plus de droits que de devoirs. Ce qui est sûr, les instituteurs deviennent le symbole des changements, le symbole de la République.

Dans ce chapitre, nous avons abordé tout l'enseignement primaire avec son organisation et ses instituteurs mais, pour avoir une image complète de l'École à cette époque, il nous faut étudier aussi l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur qui font l'objet du dernier chapitre.

5 Les autres niveaux de l'enseignement

Après les réformes concernant le primaire et les écoles normales, il est temps de réaliser les projets dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Même s'ils ne sont pas la priorité de Jules Ferry, on les réforme, sans y appliquer tous les principes.

5.1 L'enseignement secondaire : l'École de la bourgeoisie

Au XIX^e siècle, il y a deux formations : les humanités classiques et les classes préparatoires pour les grandes écoles. Et en marge, l'enseignement spécial qui prépare aux professions industrielles et commerciales.

5.1.1 Les républicains et l'enseignement secondaire

L'existence de deux ordres de l'enseignement, du primaire et du secondaire, contribue à la distinction entre les privilégiés et le peuple, il y a une barrière de l'argent (le primaire gratuit et le secondaire payant). Ferry et les républicains ne veulent pas la gratuité du secondaire et ils renforcent encore leur spécialité en instaurant (par le décret du 8 janvier 1881) un certificat d'aptitude spécial pour recruter leurs enseignants.

Il y a de multiples barrières qui rendent impossible l'enseignement secondaire aux enfants d'origines populaires : ces études sont payantes, alors que l'enseignement primaire (même supérieur) est gratuit ; elles sont longues, on peut obtenir le baccalauréat après 7 ans de scolarisation tandis que les études du primaire supérieur permettent des sorties à tous niveaux et les études sont menées d'une façon complètement différente

5.1.2 Les changements de l'enseignement secondaire des garçons

Les réformateurs laissent de côté l'enseignement scientifique et ils se concentrent sur les humanités traditionnelles. On assiste à des grands débats entre des anciens et des modernes. Les uns voudraient éliminer les humanités du programme et adapter les contenus aux besoins du temps, s'orienter vers les disciplines modernes, surtout aux sciences. Les autres préféreraient conserver les humanités, mais en changeant leur enseignement. Finalement, il sort un texte de compromis qui met fin à cette querelle.

Jules Ferry présente au Conseil supérieur les objectifs de la réforme. Il propose les plans des études pour les disciplines concrètes :

- l'histoire : en première place, l'histoire des institutions de la France dont la France moderne est sortie (les dates et les noms en seconde position) ;
- les sciences : dès les classes les plus petites, progressivement selon l'âge des enfants ;
- les langues classiques (c'est là qu'il propose un grand changement) :
 - le latin - dès la sixième classe (dans les trois premières classes élémentaires, on accomplit un enseignement primaire complet - le français approfondi, le calcul, l'histoire, la géographie),
 - le grec - rapporté jusqu'à la troisième mais prolongé pendant l'année de philosophie ; les esprits sont à cette âge plus mûrs.⁵⁷

Dans l'essentiel des propositions, le Conseil est d'accord avec Ferry, sauf pour le grec qui commencera en quatrième et non en troisième. L'enseignement des langues anciennes est donc reculé de deux ans ; par conséquent, on accorde plus de place au français, aux langues vivantes, à l'histoire et aux sciences dont l'étude devient plus importante. Toutefois, c'est le latin et le grec qui occupent toujours le tiers de l'horaire dès la quatrième année gardant ainsi leur primauté. De ce compromis (l'arrêté du 2 août 1880) résulte une surcharge des programmes des études.

Pour les soulager, les circulaires du 13 septembre 1884 et du 22 janvier 1885 fixent que les disciplines modernes (les sciences, les langues vivantes, l'histoire et le français) perdent 18 heures et le grec réapparaît en cinquième. (Les arrêtés de 28 janvier et de 1^{er} juin 1890 iront dans le même sens.)

Malgré tout l'effort, on considère toujours les humanités comme les seules disciplines qui mènent à l'excellence. La bourgeoisie reste attachée à ces deux langues qui sont pour elle la marque d'une véritable culture. Les humanités classiques marquent un statut social. L'enseignement secondaire des garçons détermine plutôt un statut social qui prépare à un métier.

5.1.3 L'enseignement secondaire des filles

Nous commençons cette partie par la citation de Paul Broca, le rapporteur de la loi du 21 décembre 1880 concernant l'enseignement secondaire des jeunes filles : « *Pendant que l'homme lutte et travaille au dehors, la femme élève les enfants. Comme elle a*

⁵⁷ GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989, p. 523.

allaité leur corps, elle allaite leur esprit ; elle est leur première et quelques fois leur seule institutrice. »⁵⁸ Il montre de cette manière la motivation des républicains pour l'enseignement secondaire des filles.

Le contexte

L'enseignement secondaire est principalement destiné aux garçons. Presque toutes les filles de la bourgeoisie restent au foyer : on les prépare seulement à diriger les domestiques, à se consacrer aux bonnes œuvres et aux mondanités.

Si quelques femmes échappent à cela, il y a des pensionnats tenus principalement par des religieuses, mais aussi des institutrices laïques. Ils sont créés dans la première moitié du XIX^e siècle pour accueillir les filles entre 8 et 14 ans, à qui on enseigne d'abord la piété et la dévotion mais aussi comment être une bonne maîtresse de maison (les bonnes manières, les bases pour la conversation, la rédaction des lettres, la tenue des comptes). Pour cela, il est nécessaire d'appeler les professeurs du dehors, des hommes. Mais à 14 ans les filles retournent normalement au foyer.

Les changements

Victor Duruy est le premier qui pense à l'enseignement secondaire pour les filles. Il crée des cours publics payants où des professeurs de lycées de garçons donneraient leurs leçons. Mais l'Église catholique s'oppose à ce projet qui pourrait fournir des bases de laïcisation aux femmes. Mgr Dupanloup est aussi contre le caractère public des cours destinés aux femmes dont la vocation est essentiellement privée. Ce projet a finalement un succès limité. Cependant, l'enseignement secondaire féminin progresse.

Les républicains reprennent donc l'idée de l'enseignement secondaire public des filles, en se rendant compte de sa nécessité, en luttant contre le cléricisme. Camille Sée propose de faire des internats, mais Jules Ferry et Paul Bert sont pour les externats, plus faciles à créer. Le 21 décembre 1880, on adopte la loi Camille Sée concernant la création des collèges et des lycées de jeunes filles. Elle met en place un enseignement laïque assuré par un personnel féminin et dirigé par des femmes. Les municipalités auront la possibilité d'y annexer les internats.

Le but de cet enseignement n'est pas le même que celui des garçons (qui vise aux carrières libérales et à l'Administration). Il a pour l'objectif l'éducation des bourgeoises

⁵⁸ *Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry : La loi du 21 décembre 1880* [online]. 2015. [cit. 2015-6-30]. Repris de : <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/loi21880.html>

qui vont diriger leurs foyers. Camille Sée annonce : « *le République instruit les vierges, futures mères des hommes.* »⁵⁹

Le décret du 14 janvier 1882 crée deux cycles successifs, l'un de trois ans avec un certificat d'études et l'autre de deux ans avec un diplôme d'études secondaires. Le même jour, on publie un arrêté qui définit leur programme. Le programme est basé sur le français, une langue vivante, une initiation aux sciences avec un peu de géographie et d'histoire. Il n'y a ni latin ni grec ni philosophie. L'enseignement concerne aussi des disciplines nécessaires pour les femmes pour s'occuper de leurs foyers, entre autres, l'économie domestique, les travaux d'aiguille et les bases de droit usuel.

L'enseignement général n'est donc pas identique à celui des garçons, surtout en ce qui concerne le manque d'humanités classiques et de philosophie au programme. Les républicains modérés craignent que la philosophie et les humanités puissent détourner les femmes de leurs devoirs premiers - d'être femme et d'être mère -, et ils gagnent, malgré l'effort de Camille Sée.

Les études sont terminées non par le baccalauréat mais par un diplôme de fin d'études secondaires. La scolarité est d'une durée de cinq ans, et elle est divisée en deux cycles.

Mais il y a, à cette époque, peu de femmes diplômées qui pourraient enseigner dans ces nouveaux établissements. C'est pourquoi Camille Sée dépose une proposition de loi concernant la création d'une École normale supérieure de jeunes filles. Malgré les obstacles, la loi est promulguée le 21 juillet 1881. L'École se construit dans l'ancienne manufacture de Sèvres et déjà à l'automne, les premières élèves commencent leur scolarité de deux ans ; elles peuvent entrer aux lycées de jeunes filles à l'automne 1883. (Dès 1884, la scolarité est prolongée à trois ans.) Cela se termine par le décret du 5 janvier 1884 sur l'organisation de deux agrégations féminines : l'une pour les lettres, l'autre, pour les sciences.

En même temps que l'École normale supérieure de Sèvres, les lycées et les collèges de jeunes filles se créent. Il y en a 23 dès 1884.

5.1.4 L'enseignement secondaire spécial

Victor Duruy fonde l'enseignement secondaire spécial pour la formation des jeunes qui se destinent à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, sans besoin des humanités classiques pour y accéder. Cet enseignement spécial a quatre années de scolarité, et le

⁵⁹ LELIÈVRE, Claude. *Histoire des Institutions scolaires (1789-1989)*. Paris: Nathan, 1990, p. 125.

programme est conçu de façon concentrique ; mais cela favorise l'évasion en cours d'études. Seulement un quart des élèves finissent la scolarité complète.

Jules Ferry veut agrandir l'efficacité de l'enseignement secondaire spécial et confie à Duruy (pour attester la continuité de cet enseignement), en 1881, la présidence d'une commission chargée de le réformer. Les décrets de 4 août 1881 et de 28 juillet 1882 ne modifient pas l'orientation pratique, mais ils prolongent les études à cinq ans, un cours moyen de trois ans (pour que ceux qui veulent des études plus courtes puissent entrer dans la vie active munis d'un certificat d'études à la fin du cours moyen) et un cours supérieur de deux ans. Il y a des changements dans les programmes qui ne sont plus concentriques mais progressifs. On abandonne les exercices pratiques et on crée un baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial qui permet d'entrer aux facultés de sciences et de médecine. Cela montre l'attraction du modèle classique.

D'autres réformes se font en 1886 et 1889 ; et en 1902 l'enseignement spécial disparaîtra pour devenir la section moderne du secondaire. Ce changement résoudra le problème de la place des humanités, qui conserveront leur rôle traditionnel dans la section classique.

L'enseignement secondaire n'est pas d'une si grande importance pour Jules Ferry que le primaire ; il n'est pas un droit. C'est pourquoi on n'y instaure pas la gratuité et l'obligation. Mais ce qui est important, c'est qu'on ouvre aux filles l'enseignement secondaire. La situation reste problématique, dans le sens où, par l'enseignement secondaire payant, on conserve l'inégalité dans l'éducation entre l'école de la bourgeoisie (l'enseignement secondaire) et l'école du peuple (l'enseignement primaire). La voie du baccalauréat reste fermée aux enfants d'origines pauvres et aux jeunes filles de milieux sociaux privilégiés. Le système entretient la supériorité et les privilèges. L'idéal de Ferry sur l'égalité de l'éducation n'est pas assuré.

5.2 L'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur n'as pas une place très importante dans le système scolaire, vu son mauvais état, et il a besoin de grands changements.

5.2.1 L'état de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur n'est pas dans une très bonne situation, depuis l'organisation de l'Université impériale au début du siècle (créée en mars 1808). Les facultés ne comptent guère. Celles de droit et de médecine se limitent à leur tâche professionnelle,

et celles de lettres et de sciences fournissent seulement des jurys de baccalauréat et abritent quelquefois des conférences mondaines. Elles ne sont pas des écoles spéciales.

Après l'avènement du Second Empire, on soupçonne le personnel des facultés (souvent justement) de sentiments républicains. Mais, pendant le Second Empire, la situation change grâce à Victor Duruy comme ministre de l'Instruction publique. On se rend compte de cette situation de crise, et on veut améliorer les relations entre l'Université et le pouvoir et faire des innovations des établissements de l'enseignement supérieur. Une proposition de loi sur la liberté de l'enseignement supérieur est présentée le 31 juillet 1871 (au lendemain de la défaite de l'Empire), afin de mettre fin au monopole de l'État dans le supérieur, et adoptée le 12 juillet 1875. Toutefois, plusieurs dispositions sont vivement critiquées, notamment le jury mixte. Cette loi permet la création des universités privées (essentiellement catholiques) qui sont capables de faire de la concurrence aux facultés publiques.

5.2.2 Les changements

Vers 1876-1877, la situation change radicalement ; la réforme universitaire est inscrite dans le programme gouvernemental et on voit sa nécessité au moment où le régime républicain est consolidé. À cette époque, par conséquent, apparaîtra un véritable enseignement supérieur qui devient une autorité vite reconnue et le nombre des maîtres et des étudiants se multiplient.

Jules Ferry dépose le 15 mars 1879 un projet de loi relatif à la liberté de l'enseignement supérieur à la Chambre des députés. Ce projet de loi comporte deux parties, l'une est la suppression de garanties accordées par la loi de 1875 aux établissements libres de l'enseignement supérieur et l'autre est l'interdiction d'exercice de l'enseignement aux membres des congrégations non autorisées ; ce qui est définie dans l'article 7. Cet article pose un grand débat, vu qu'à cette époque il n'y a que 5 congrégations d'hommes étant autorisées (ni les jésuites, ni les dominicains, ni les maristes, les congrégations « enseignants », ne le sont) ; finalement, il est rejeté et la loi est adoptée le 18 mars 1880. Elle supprime les jurys mixtes et interdit aux établissements libres de prendre le titre d'université. Celui-ci est seulement autorisé aux établissements de l'État.

L'enseignement supérieur est réorganisé. À la faculté des lettres, le décret du 25 septembre 1880 permet le passage d'une licence unique à la licence à options (lettres, philosophie, histoire), à cela s'ajoute en 1886 une troisième option, les langues vivantes.

En sciences, l'évolution est parallèle, mais plus tardive et plus rapide. D'abord, il y a trois spécialités à l'agrégation en 1885 (sciences mathématiques, sciences physiques et sciences naturelles), puis en licence en 1886.

En ce qui concerne la médecine, elle demande de moindres réformes. Il faut donner plus de place à la science, vu son développement depuis le Consulat. En 1878, on crée des travaux pratiques de physique, de chimie, de sciences naturelles. Et surtout, on institue une année supplémentaire d'études, année préparatoire, consacrée à ces sciences.

En droit, les changements sont un peu différents. L'enseignement se spécialise aussi mais la licence reste unique.

L'objectif de la réforme de 1880 est de constituer enfin en France de véritables universités, avec un enseignement spécialisé, non seulement à Paris, mais dans les plus grandes métropoles régionales. La personnalité civile est accordée aux facultés par les décrets du juillet 1885 ; ce qui leur donne le droit des dons et legs et de posséder un patrimoine ; et le décret du 28 décembre de la même année définit le fonctionnement et l'organisation des facultés qui seront les bases pour les universités, même si on ne le dit pas à cette époque-là.

La qualité de l'enseignement supérieur est reconstituée et il peut de nouveau prendre une place importante dans le système de l'enseignement. Nous avons compris que, dans l'enseignement supérieur, le principe de laïcité occupe une place importante pour ses réformes.

6 Conclusion

En définitif, nous avons pu analyser le lien entre Jules Ferry et l'École, et les réformes de celui-là qui changent à jamais l'image de l'École républicaine. Nous avons compris que toutes les réformes de l'enseignement de Jules Ferry ne sont pas particulièrement d'ordre quantitatif mais plutôt d'ordre qualitatif. Toutes ses réformes mènent à changer la société française en une société démocratique.

D'abord, dans le deuxième chapitre, nous avons vu la situation historique et politique qui a influencé Jules Ferry et toutes ses réformes. La Troisième République étant créée, elle a encore besoin de trouver sa stabilité, et c'est l'École qui peut aider à sa consolidation. Ce dont sont conscients les républicains.

Le troisième chapitre a concerné Jules Ferry, sa vie professionnelle et sa vie privée. Nous avons découvert un républicain qui a mené une vie politique active, entre autres, en tant que ministre de l'Instruction publique durant une période de quatre ans. Il est influencé par le positivisme, l'anticléricalisme et la franc-maçonnerie. Cela se reflète dans ses réformes.

Les quatre principes des réformes ont fait parti du chapitre quatre. Nous avons compris que ce n'est pas Jules Ferry qui a découvert ces principes, mais qu'ils étaient déjà présents avant la République (seule la laïcité est une véritable nouveauté). Cependant Jules Ferry a voulu améliorer leur application. Le but de Ferry est l'égalité de l'éducation ; il veut donner la chance à tous et aussi séparer l'Église de l'École, d'où les grands débats qui perdurent des années après.

Pour le grand chapitre sur l'enseignement primaire, nous avons pu voir que Jules Ferry s'occupe surtout de ce niveau de l'enseignement, de cette école du peuple. Son objectif est un enseignement d'une grande qualité qui aidera à former les républicains. On réforme l'organisation et les programmes et la formation des enseignants. Nous avons aussi traité la figure de l'instituteur, qui propage les idées républicaines et qui remplace les enseignants religieux à cette époque. Dans l'enseignement primaire, tous les principes de Jules Ferry sont appliqués.

Le dernier chapitre avait pour sujet l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, qui n'occupent pas la première place chez Jules Ferry. Dans l'enseignement secondaire, le plus important changement que nous avons étudié, c'est l'enseignement

secondaire des filles qui se réalise à cette époque, même s'il n'est pas pareil à celui des garçons, parce que le devoir des filles est de rester au foyer. Concernant l'enseignement supérieur, il est en crise à cette époque et, grâce aux réformes faites par Jules Ferry, il se débarrasse de l'influence de l'Église. Il connaît une véritable renaissance et facilite le développement de la science.

Étant donné que le format du travail est limité et que le sujet est plus vaste, nous n'avons pas la possibilité de traiter les réformes de l'enseignement de Jules Ferry d'une manière exhaustive. Il pourrait y avoir une analyse plus fine concernant les principes des réformes de Jules Ferry. Ou bien encore, nous pourrions imaginer une étude plus minutieuse de tous les cycles de l'enseignement qui pourraient faire l'objet d'autres travaux.

Ce mémoire peut servir à s'orienter dans la problématique et comprendre l'importance de Jules Ferry en France jusqu'à nos jours et la raison pour laquelle les Français font référence à ses réformes jusqu'à aujourd'hui.

7 Résumé

Tématem této práce jsou školské reformy Julese Ferryho. Jules Ferry byl republikán 19. století, jehož jméno je spojováno s francouzským školstvím. Mezi 1879 a 1883 byl právě on zodpovědný za opravdovou revoluci ve školství.

Cílem naší práce je pochopit, proč je postava Julese Ferryho tak důležitá pro francouzské školství a jak se jeho reformy školství odrážejí ve školském systému té doby.

V prvním kapitole se zabýváme kontextem, ve kterém se vše odehrává, a postavou Julese Ferryho se vším, co ho později ovlivní v jeho kariéře ve školství.

Ve Francii je roku 1871 vyhlášena Třetí Francouzská republika. I když jsou republikáni u moci, jejich moc je ještě oslabena vzhledem k velkému množství odpůrců režimu a teprve v lednu 1879 získávají většinu míst jak v Poslanecké sněmovně, tak i v senátu, a díky tomu mohou začít realizovat změny. Mimo jiné je to právě škola, o kterou se republikáni opírají, protože právě díky ní mohou upevnit svoji pozici. V této době se lidé ve vládě často střídají a jedna z mála osobností, které se dlouho udrží u moci, na pozici ministra školství (od února 1879 až do listopadu 1883), je právě Jules Ferry. Tato stálost mu umožní zrealizovat své ideály a změnit tvář francouzské školy.

Jules Ferry (1832-1893) pochází z buržoazní rodiny, která brojí proti starému režimu a je úzce spojena s republikou, což ovlivní Ferryho orientaci v politice. Vystudovaný právník se od roku 1869 začíná aktivně angažovat v politice. Mezi nejdůležitější období v jeho kariéře patří právě období jeho působení jako ministra školství. Ve svém soukromém životě i ve své kariéře je silně ovlivněn pozitivismem, svobodným zednářstvím a antiklerikalismem. To vše se projevuje i v jeho školských reformách.

Druhá kapitola se zabývá principy reforem Julese Ferry, jedná se o čtyři principy: bezplatnost, povinnou školní docházku, sekularizované vzdělávání a vzdělání dívek. Všechny tyto principy vedou více či méně k rovnosti ve vzdělání.

Bezplatnost v primárním školství není v té době novinka, ale funguje jen jako částečná, pro chudé děti, a až díky Ferrymu a jeho zákonu vyhlášenému 16. června 1881 je zaručena pro všechny děti. Bezplatnost zajišťuje právo každého dítěte na vzdělání.

Další zákon, který na to navazuje, je zákon z 28. března 1882, který se týká dvou principů: povinné školní docházky a sekularizace vzdělávání. Docházka na prvním stupni se postupně zlepšuje, ale Ferry chce zlepšit její kvalitu a intenzitu a je tedy

uzákoněna povinná školní docházka od 6 do 13 let (jak pro chlapce, tak pro dívky) a rodiče jsou trestáni v případě, že neposílají děti do školy. Každé dítě má právo na primární vzdělávání.

První dva principy reforem jsou hlavně principy sociálními, na rozdíl od nich je sekularismus princip hlavně politický. Jules Ferry chce, aby vyučování na veřejných školách zajišťoval stát a ne církev, což způsobí velké debaty. V zákoně je morální a náboženská výchova nahrazená výchovou morální a občanskou. Rodiče, kteří chtějí, aby jejich dítě mělo náboženskou výuku, k tomu mají zajištěný jeden volný den v týdnu mimo sobotu. Tento zákon není ale myšlen nijak protinábožensky, má zajistit neutralitu školy.

Poslední princip, kterému se věnujeme, je vzdělání dívek, jež je mimo jiné, také spojeno se zbavením se vlivu církve. Ferry vidí důležitost vzdělání dívek, které se jednou stanou manželkami republikánů, a proto je třeba, aby nebyly ovlivňovány církví. I když v této době ještě nemůže být řeč o stejných rolích muže a ženy, jde o veliký krok dopředu v rovnosti mezi mužem a ženou.

Tématem třetí kapitoly je primární školství, které je pro republikány nejdůležitější a kde se odráží všechny principy z předchozí kapitoly. Primární vzdělání je povinné (od 6 do 13 let) pro obě pohlaví, bezplatné a laické a prochází změnami jak ve své organizaci, tak ve svých programech. Nesmíme také zapomenout na postavu učitele, který zde hraje velmi důležitou roli. Do primárního vzdělání podle zákona navrženého Julesem Ferrym a vydaného v roce 1886 patří: mateřské školy, elementární školy, „vyšší primární školy“, doplňkové kurzy a praktické školy.

Mateřské školy prochází velkými změnami. Ferrymu záleží i na vzdělávání nejmenších dětí a 2. srpna 1881 je vydán dekret, který vytváří mateřské školy. Z původních opatření, které i přes veškeré snahy nemohly k velkému počtu dětí (kvůli zvyšování počtu manufaktur, kde pracovali jejich matky) zajistit dětem od 2 do 6 let nic než co nejméně špatné podmínky, se tak stanou mateřské školy. Vzdělání v nich je ale příliš podobné tomu na základních školách a není přizpůsobeno potřebám dětí. Až díky Pauline Kergomard vzniká speciální pedagogika pro děti předškolního věku, která klade důraz hlavně na hru, zásadní aktivitu pro tento věk.

Právě elementární školy jsou základem primárního školství a zažívají největší rozvoj. Jejich program je definován v zákoně z 28. března 1882. Programy tohoto vzdělání jsou

vytvořeny 27. července 1882 a dělí program do tří cyklů: elementárního, středního a vyššího, které jsou povinně zavedené v každé škole a jsou rozděleny podle věku dětí. Jsou vytvořené koncentricky, takže se vrací ke stejným tématům, aby je prohloubily. Na začátku každého roku dostane každé dítě speciální sešit, který má na celou školní docházku a který umožní sledovat žákův pokrok během let. Program se skládá z tělesné výchovy, intelektuální výchovy a morální výchovy. Je zajímavé, že už v té době se zařadili předměty jako matematika a gramatika, které vyžadují více pozornosti, do ranních hodin. Na konci povinné školní docházky žáci na základě zkoušky získají certifikát základního vzdělávání. Co se týče výuky, tak je značně problematická výuka morálky, která ztrácí své základy dané dřív církví. Klade se důraz na morálku všedního dne, zaměřenou zvláště na ctnost řádu a poslušnosti. Morální výchova je často spojovaná s občanskou výchovou, která má vychovat, stejně jako celá laická škola mladé vlastence.

Vyšší primární školy jsou realizovány v této době, i když tato myšlenka není úplně nová. Mají sloužit dětem, které chtějí prohloubit znalosti z elementárních škol. Jsou vytvořeny 15. ledna 1881. Ti nejlepší žáci pokračují na normálních školách. Tyto školy se ale nemají oddělit od primárního školství, mají zůstat jeho součástí, připravují žáky hlavně na praktický život.

Posledním typem škol na primárním stupni jsou praktické školy. Zákon z 11. prosince 1880 zakládá veřejné praktické školy pro děti, které se chtějí věnovat manuálním profesím. Těmto typům škol, ale není věnovaná velká pozornost, nejsou prioritou republikánů.

Ve druhé půlce třetí kapitoly se věnujeme učitelům, jejichž role a situace se radikálně mění, protože, aby nový systém fungoval, je třeba se věnovat i formaci učitelů. I když už normální školy existují, ale ne všude, což chce Ferry změnit, a 1. srpna 1879 je adoptován zákon, který ukládá každému departmentu za povinnost mít normální školu pro učitele a pro učitelky do čtyř let. Tyto školy jsou plně pod kontrolou státu. Studium trvá tři roky a nezapomíná se zde ani na odborné, pedagogické předměty. Fungují tu i praktické stáže. Školy fungují jako internáty. Proto, aby mohly vzniknout normální školy, je třeba také učitelů do těchto škol a tak vznikají vyšší normální školy. V tomto bodě je také velmi důležité zmínit, že Jules Ferry ukončí všechny výjimky církevním učitelům, aby tak zajistil kvalitu učitelů, od 16. června 1881 musí mít všichni titul z normální školy. Proces laicizace učitelů je dovršen 30. října 1886, kdy je výuka ve

veřejných školách svěřena pouze laickému personálu. Co se týče pozice učitelů, jsou zde také veliké změny. Učitel se v komuně stává důležitou osobností (i přes stále nízký plat) a jsou to právě učitelé, kteří se ve výuce angažují pro republiku, a tak upevňují její pozici. Přesto ale zůstávají na svých místech osamoceni, proto se inspektoři starají o učitele, o jejich psychické zdraví a profesní schopnosti a jsou také zřizovány knihovny.

Ani další stupně vzdělání nejsou zanedbávány, i druhý a třetí stupeň vzdělání zažívají v této době změny.

Sekundární školství, není prioritou Ferryho. Na chlapeckých školách Ferry usiluje, i když ne s velkým úspěchem, o posunutí řečtiny a latiny do vyšších ročníků a tím tak v prvních ročnících věnovat více místa francouzštině a živým jazykům. Nejdůležitějším momentem je vznik sekundárních škol pro dívky, vytvořených zákonem z 21. prosince 1880, je to velký pokrok, i když učivo zde zůstává odlišné od chlapeckých sekundárních škol (není zde řečtina, latina, ani filozofie), protože v této době je stále za hlavní úkol ženy považována její mateřská role, role manželky a péče o domácnost. Jako další druh sekundárních škol vznikají též speciální sekundární školy určené mladým, kteří se chtějí věnovat zemědělství, průmyslu a obchodu, kteří pro své vzdělání nepotřebují latinu a řečtinu.

Vyšší stupeň vzdělání je v této době ve špatné úrovni už od vzniku imperiální Univerzity v roce 1808. Smysl fakult je velmi omezen. Jules Ferry podá 15. března 1879 návrh zákona, který odstraňuje výjimky „volným“ institucím a zakazuje výuku členům všech neautorizovaných kongregací (což jsou v té době prakticky všechny). Ten poslední článek způsobí velké debaty a je nakonec vyškrtnut z definitivní podoby zákona (18. března 1880). Dále také je název „univerzita“ vyhrazen pouze státním institucím, což je tedy vlastně návrat ke stavu před zákonem z roku 1871, stát má znovu monopol v terciárním vzdělávání. Celé terciární vzdělání je reorganizováno (veliké změny se dějí zvláště na filozofické a vědecké fakultě), jeho kvalita se rapidně zvýší a tak může znovu získat důležité místo ve vzdělávacím systému.

V naší práci jsme mohli pochopit spojení mezi Julesem Ferrym a francouzským školstvím a reformy, které změnili navždy obraz republikánského školství. I když v těchto reformách nejde hlavně o kvantitativní změny, jako spíše o kvalitativní změny. Kvalita školství se výrazně zlepšila. Díky všem těmto reformám se postupně proměňuje i francouzská společnost ve společnost demokratickou.

8 Sources

8.1 Ouvrages

ALBERTINI, Pierre. *L'École en France (19e - 20e siècle): de la maternelle à l'université*. Paris: Hachette, 1992.

COMBES, Jean. *Histoire de l'école primaire élémentaire en France*. Paris: PUF, 1997.

FURET, François. *La Révolution française*. Paris: Gallimard, 2007.

GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Paris: Fayard, 1989.

GAILLARD, Jean-Michel. *Un siècle d'école républicaine*. Paris: Seuil, 2000.

GUILHAUME, Philippe. *Jules Ferry*. Paris: Albin Michel, 1992.

LA BORDERIE, René. *Les Grands noms de l'éducation*. Paris: Nathan, 2001.

LECONTE, Claire. *Des rythmes de vie aux rythmes scolaires: quelle histoire!*. Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires du Septentrion, 2011.

LELIÈVRE, Claude. *Histoire des Institutions scolaires (1789-1989)*. Paris: Nathan, 1990.

LELIÈVRE, Claude. *Jules Ferry: La République éducatrice*. Paris: Hachette, 1999.

MAURY, Liliane. *Les origines de l'école laïque en France*. Paris: PUF, 1996.

OZOUF, Mona. *Jules Ferry: La liberté et la tradition*. Paris: Gallimard, 2014.

OZOUF, Mona. *L'École, l'Église et la République: 1871 - 1914*. Paris: Seuil, 2007.

PLENEL, Edwy. *La République inachevée: L'État et l'école en France*. Paris: LGF, 1999.

PROST, Antoine. *Histoire de l'enseignement en France: 1800-1967*. Paris: Armand Colin, 1968.

PIERRARD, Pierre. *Dictionnaire de la troisième république*. Paris: Larousse, 1968.

ROBERT, Adolphe (éd.), BOURLOTON, Edgar (éd.) et COUGNY Gaston (éd.). *Dictionnaire des parlementaires français : depuis le 1er mai 1789 jusqu'au 1er mai 1889, II. Cay-Fes*. [online]. Paris, 1889-1891. [cit. 2015-06-30]. Repris de: <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1130410>

VERGER, Jacques. *Histoire des universités en France*. Toulouse: Bibliothèque historique Privat, 1986.

8.2 Lois scolaires (dans l'ordre chronologique)

Loi Guizot : Loi sur l'Instruction primaire, 28 juin 1833 [online]. [cit. 2015-6-30].

Repris de: http://dcalin.fr/textoff/loi_guizot.html

Loi Falloux relative à l'enseignement du 15 mars 1850 [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris

de: http://www.adressrlr.cndp.fr/uploads/media/007_1850_1503.pdf

Loi du 12 juillet 1875 relative à la liberté de l'enseignement supérieur [online]. [cit.

2015-6-30]. Repris de: <http://mjp.univ-perp.fr/france/1875superieur.htm>

La loi du 1er août 1879 relative à l'établissement des écoles normales primaires

[online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de:

<http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/1879.pdf>

La loi du 27 février 1880 relative au Conseil supérieur de l'instruction publique et aux

conseils académiques [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de:

<http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/fev1880.pdf>

La loi du 18 mars 1880 relative à la liberté de l'enseignement supérieur [online]. [cit.

2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1880.pdf>

La loi du 21 décembre 1880 sur l'enseignement secondaire des jeunes filles [online].

[cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/dec1880.pdf>

Loi du 16 juin 1881 établissant la gratuité absolue de l'enseignement primaire dans les

écoles publiques [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de:

<http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/juin1881.pdf>

Loi du 16 juin 1881 relative aux titres de capacité exigés pour l'enseignement primaire

[online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de:

<http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/1881cap.pdf>

Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire [online]. [cit. 2015-6-30].

Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/mars1882.pdf>

Arrêté du 27 juillet 1882 réglant l'organisation pédagogique et le plan d'études des

écoles primaires publiques [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de:

http://jl.bregeon.perso.sfr.fr/Programmes_primaire1882.pdf

Loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/oct1886.pdf>

8.3 Sitographie

IIIe République [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/III_e_R%C3%A9publique/140713

Dictionnaire de pédagogie de Ferdinand Buisson [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.inrp.fr/edition-electronique/lodel/dictionnaire-ferdinand-buisson/>

Dossier d'histoire : Les lois scolaires de Jules Ferry [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: <http://www.senat.fr/evenement/archives/D42/index.html>

Ferry Jules [online]. [cit. 2015-6-30]. Repris de: http://www.senat.fr/senateur-3eme-republique/ferry_jules1809r3.html